

Tribune socialiste

TS

nucléaire :
à Paris le 26



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ 3 F 50
n° 653 du 19 au 26 avril 1975

après la défaite us
au cambodge et au vietnam



varico

L'enjeu portugais

Sommaire

- GISCARD ET L'ALGERIE : les limites d'un voyage (le point de vue de Claude Bourdet) . . p. 4
- POLICE : les nouveaux chevaliers de la cogne p. 6
- RENAULT : une lutte qui laissera des traces p. 7
- PORTUGAL : vers une nouvelle crise p. 8-9
- CFDT : une réponse de la fédération PSU de la Loire p. 10
- EMPLOI : les ficelles de Bergeron p. 11
- VITICULTEURS : selon que vous serez puissants p. 12
- CULTURE : le prix de la liberté (une interview de Jacques Bertin) p. 13
- INDOCHINE : capitale Saïgon (un article de Pierre Naville) p. 14
- BELGRADE : partis ouvriers et tiers-monde p. 15

Calendrier politique

● DEBATS SUR L'AUTOGESTION

La MJC de Chatellerauld organise du 15 avril au 10 mai une série de débats sur l'autogestion. Tous ces débats auront lieu à 21 h au centre culturel, 2, rue Rassebeau à Chatellerauld :

— mardi 22 avril : « Autogestion : réformisme ou révolution », avec Gilles Martinet, un représentant de la CFDT, Michel Raptis et Alain Guillerm ;

— mercredi 30 avril : « Gestion démocratique et autogestion » avec Paul Framanteil (PCF) et Serge Depaquit (secrétaire de la RP-PSU).

● MLAC

Le MLAC organise un meeting international (Portugal, Chili, Italie, etc...) sur les problèmes de l'avortement, de la contraception, des femmes, de la santé. Il y aura des films et des débats. Ce meeting aura lieu le samedi 19 avril de 14 h à 19 h, au Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e.

● MEETINGS PSU

— lundi 21 avril, meeting à Rouen sur le nucléaire avec C. Guerche et Comparat ;

— jeudi 24 avril, meeting au Chesnay ;

— vendredi 25 avril, « le PSU répond à vos questions » à Annecy avec A. Barjonet et Schulbaum, et au Mans avec P. Régner et B. Ravenel.

● TELEVISION

Mardi 22 avril, à 20 h 35, aux dossiers de l'écran « 36, le grand tournant », montage de documents sur le Front populaire ; un très bon sujet qu'il ne faut pas laisser entre les mains des seuls débatteurs. Groupions-nous (autour des télé) pour des mini-contre débats.

● NUCLEAIRE.

Le cercle autogestion de l'IEP (27, rue Saint-Guillaume Paris) organise un débat sur l'énergie nucléaire avec Brice Lalonde (Amis de la Terre) le mardi 22 avril à 15 h 10.

une « pub » offerte gracieusement par « ts » à ses amis de Libération



P.S.U. DOCUMENTATION

N° DISPONIBLES :

N° 22.23 Sur le Mouvement Politique de Masse	2 00
N° 24.25 La Police dans la Lutte de Classes	2 00
N° 26 Rosa Luxemburg	1 00
N° 27.28 La crise du Système Monétaire International	2 00
N° 42.43.44 Le Mouvement Révolutionnaire et l'Université	3 00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'Ecole	3 00
N° 62.63.64 Le Capitalisme & la Fiscalité	4 00
N° 67.68.69 Capitalisme & Consommation	4 00
N° 70.71.72 COOPERATION ou NEO COLONIALISME	4 00
N° 73.74 Animation de la réunion de Section	3 00
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil	4 00
N° 78.79 Sur la Question Agraire	3 00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	6 00

Abonnement : 20 N° F. 30 00
A adresser à EDITIONS SYROS
9 Rue Borromée 75015 PARIS
C.C.P. 19 706 28 PARIS

ts HEBDOMADAIRE
DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMEN
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)
Distribué par les N.M.P.P.
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

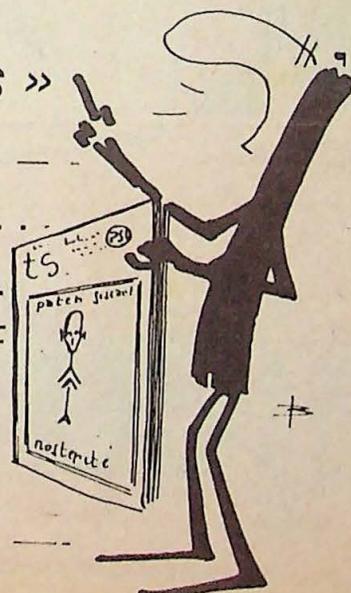
Rédaction en chef : Philippe MARIÉLIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

Lutter, c'est aussi lire et diffuser « ts »

Un nom :
une adresse :
et un chèque de 100 F
(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
CCP PARIS 5.826.65



« Champ Social » continue

La revue Champ social, 1 rue des Fossés Saint-Jacques Paris 5e, continue malgré de nombreuses difficultés. L'équipe de Champ Social lance un appel à tous les camarades concernés afin qu'ils fassent part de leurs suggestions ou critiques, et souhaite savoir si cet outil correspond à leurs besoins de travailleurs sociaux révolutionnaires.

Champ social va devenir bimensuel mais ses lecteurs recevront environ tous les quinze jours, en alternance, un bulletin d'information sur toutes les luttes du secteur. Le prix de la revue reste inchangé. Tout sera fait pour que dans la revue la parole reste à la base et qu'elle soit l'occasion d'une confrontation la plus large possible, sur la base de la lutte des classes naturellement.



Contre le plan Giscard-Chirac

Initiatives et unité

I - Les victoires sans précédent de l'offensive anti-impérialiste en Indochine (voir notre article p. 14) indiquent la voie à suivre face à la crise mondiale du capitalisme et la façon d'en tirer parti pour les forces populaires : en attaquant l'adversaire américain, celles du Vietnam et du Cambodge dissipent l'illusion selon laquelle cette période ne peut donner lieu qu'à des batailles défensives. Plus près de nous, le processus révolutionnaire engagé au Portugal (voir p. 8 et 9) appelle de la part du mouvement ouvrier un soutien actif et plus encore, l'invite à élargir cette première brèche ouverte en Europe.

II - Ces données nouvelles de la situation internationale ne peuvent que renforcer l'exigence d'une lutte d'ensemble contre tous les aspects de la politique capitaliste en France. Or, le cours actuel de la politique des partis de l'Union de la Gauche se révèle non seulement inefficace, mais encore démobilisateur. Le programme commun ne parvient même plus à masquer les désaccords entre ses signataires. En écartant toute organisation non signataire, les partis du programme commun l'utilisent comme prétexte et se réservent toute initiative dont il ne reste plus qu'une apparence unitaire.

L'unité correspond à une aspiration trop profonde des travailleurs pour que l'on puisse la réduire à des faux-semblants ou à des démonstrations formelles.

Seule, une stratégie d'unité populaire résolue et offensive est susceptible de faire reculer le pouvoir.

III - Dans cette situation générale, le gouvernement Giscard garde l'initiative pour imposer son plan d'austérité. C'est ainsi qu'il a engagé délibérément l'épreuve de force contre les travailleurs de Renault. Ceux du Mans ont mis en avant des mots d'ordre unificateurs : augmentation uniforme, révision antihiérarchique de la grille des salaires (voir article p. 7). Les travailleurs refusent les cadences imposées par le patronat ; une telle action correspond à la stratégie du contrôle ouvrier développée par le PSU. Elle retrouve celle menée contre les licenciements dans de nombreuses entreprises à travers tout le pays, lutte que le PSU cherche à populariser comme il l'a fait notamment au cours de sa semaine d'action pour l'emploi.

De telles luttes peuvent provoquer une avancée des forces populaires et faire échec au plan d'austérité ; mais pour cela, il est nécessaire qu'elle ne demeurent pas morcelées, qu'elles se coordonnent et ainsi puissent se généraliser.

Les partisans d'une telle stratégie de combat sont nombreux, mais ils n'ont pas de liens entre eux et ne peuvent pas peser suffisamment dans l'action. La Conférence Nationale Entreprises du PSU qui se réunira les 19 et 20 avril 1975, élaborera des propositions pour permettre à tous ces

militants ouvriers d'échanger et d'analyser leurs expériences et de débattre de leurs objectifs d'action dans l'axe de lutte du contrôle ouvrier et dans la perspective de l'autogestion socialiste.

Des possibilités se dessinent d'un déblocage de la situation présente. Il se crée des comités unitaires de soutien aux luttes ; des dispositions commencent à être prises pour appliquer l'accord sur les Assises pour l'emploi des Jeunes (forums, rassemblements). La perspective de création de structures pour les chômeurs en liaison avec les organisations syndicales fait son chemin. C'est pourquoi les propositions du PSU pour un accord politique et d'action sont toujours d'actualité malgré l'aggravation des contradictions entre le PS et le PCF ; il continuera à les formuler à tous les niveaux.

IV - L'expérience de ces derniers mois confirme que ce qui manque au mouvement ouvrier en France, ce n'est pas seulement une volonté unitaire de la part de ses organisations, mais ce sont aussi des perspectives politiques qui répondent à la crise.

Le PSU affirme que le choix d'une lutte anticapitaliste conduisant à l'autogestion socialiste peut apporter une réponse d'ensemble. Pour que cette réponse s'affirme, il faut :

1) que le courant politique qui la représente continue à se ren-

forcer. Cela passe bien entendu par le développement en cours du PSU ; mais aussi par sa capacité à prendre en compte les aspirations surgies dans les luttes actuelles.

2) que toutes les forces et militants qui se reconnaissent dans ce courant poursuivent leur confrontation. C'est pourquoi le PSU souhaite que des militants appartenant aux mouvements syndical, paysan, de jeunesse, comme à des organisations politiques, puissent se rencontrer pour débattre de « quel parti pour l'autogestion socialiste ? » Une rencontre pourrait être organisée sur ce thème prochainement.

3) qu'il traduise sa démarche en objectifs politiques concrets et précis, c'est-à-dire qu'il élabore un **programme de construction du socialisme**. C'est une tâche que le PSU engage à partir d'aujourd'hui, se fixant pour objectif la préparation d'un document qui, à partir de septembre 1975, sera soumis à discussion publique ouverte à tous.

L'initiative prise par le PSU avec le mouvement écologique de la journée d'action du 26 avril et du colloque des 26 et 27 avril contre le programme nucléaire français va dans ce sens. Le PSU estime qu'un très large rassemblement peut se réaliser à cette occasion, et il renouvelle son appel aux forces politiques, aux syndicats et aux organisations populaires pour la mise en commun de cette action.



Giscard et l'Algérie :

le point de vue
de Claude Bourdet

les limites d'un voyage



les « Dupont-Lajoie », c'est en fin de compte la France qui est demanderesse.

C'est ici que comptent les facteurs politiques. Pour que les rapports s'approfondissent et se stabilisent, il faudrait entre les deux Etats une certaine communauté de pensée. Il ne suffit pas que Giscard d'Estaing dise « oui » à Boumediène, comme il dit « oui » à Ford, Brejnev, Schmidt, Bokassa, qui sais-je encore... Le président « Oui-oui » est encore moins libre dans ce domaine que le général « Non-non », et est, plus nettement que lui, un chef de relations publiques plutôt qu'un véritable « patron ». Boumediène, même s'il passe des contrats avec des firmes américaines, est, en tant qu'Algérien et en tant que porte-parole du Tiers-Monde, aux prises avec la politique de Washington partout dans le monde.

Or l'« Establishment » français n'a pratiquement plus aucune exigence d'indépendance réelle vis-à-vis des Etats-Unis. Dans quelle mesure son représentant peut-il alors aider l'Algérie à se défendre ? Je crains qu'on ne puisse être très optimiste. La réponse sera donnée par l'attitude de Giscard, non seulement à la conférence sur l'énergie, mais aussi en Méditerranée, au Moyen-Orient, en Afrique Noire, au Portugal, régions où l'intérêt algérien est non seulement idéologique mais stratégique, et s'oppose directement aux Etats-Unis.

Il serait naïf de considérer la visite de Giscard en Algérie comme un événement « historique » alors que les relations entre les deux pays n'ont cessé de se développer depuis dix ans, qu'il y a 840 000 travailleurs algériens en France, 5 200 coopérants français en Algérie, que chacun des deux marchés est prioritaire pour l'autre pays et que l'industrie française a reçu récemment 3 milliards de francs de commandes et en espère 20 milliards. La visite de Giscard, comme la future visite de Boumediène, constituent d'abord des ratifications d'un état de fait. Mais il serait également naïf, en même temps que sectaire, de hausser les épaules en affirmant, par exemple, que « les actes de la bourgeoisie française et de la bureaucratie algérienne ne nous concernent pas. »

Tout d'abord, nous ne pouvons nous désintéresser du développement des liens entre la France et un des leaders du Tiers Monde, qui est, au surplus, pour le moment, un des seuls Etats d'Afrique s'orientant vers le socialisme. Ce genre de liens ne s'improvise pas en un jour, et si demain la gauche vient au pouvoir en France, elle aura singulièrement besoin de l'appui que pourront lui apporter, non seulement l'Algérie, mais à travers elle tous les alliés de ce pays.

D'autre part, les griefs que nous pouvons formuler contre l'Etat algérien — son caractère trop autoritaire et élitiste, l'insuffisance de vie politique populaire, la stagnation de la condition féminine, l'importance trop grande de l'armée et de la police — doivent être tempérés par le sentiment de notre propre responsabilité. Cet état de choses est largement le fruit des crimes de l'impérialisme, de notre incapacité à les empêcher, et de l'allure que prit, en partie par notre faute, la libération de ce pays. Enfin, nous devons à la fois reconnaître, me semble-t-il, les efforts du pouvoir algérien et les promesses d'évolution interne, et aussi souligner que, quelles que soient ses déficiences en politique intérieure, le gouvernement algérien mène déjà dans le monde une politique extérieure qui ne peut que recevoir notre approbation.

La France demanderesse

Dès lors, il me semble qu'il n'y a pas lieu de prendre une attitude maussade. Tant mieux si la classe dirigeante française travaille, dans son propre intérêt financier, à la consolidation de l'économie algérienne. C'est l'intérêt de l'Algérie, d'autant plus que la diversification de ses échanges est bien amorcée, et qu'il ne peut plus s'agir d'une

sujétion néo-colonialiste. C'est, de plus, l'intérêt des pays dont l'Algérie est le porte-parole, et, à échéance, c'est le nôtre. Même si nous sommes parfois un peu agacés par les bonnes relations personnelles qui semblent s'établir entre les dirigeants algériens et le pouvoir giscardien (après le pouvoir gaullien) cela ne devrait pas influencer notre jugement. Après tout, ce n'est pas la faute de Boumediène si la droite est au pouvoir en France. Et d'ailleurs, les Algériens nous rappellent quelquefois discrètement qu'ils n'ont pas eu tellement à se louer d'une certaine gauche française, à une époque pas si lointaine.

Par contre, ce que nous devons mettre en relief, tant vis-à-vis de l'opinion algérienne que de l'opinion française, ce sont les conditions d'un véritable rapprochement et les limites du phénomène actuel. Les échanges de machines contre pétrole et gaz peuvent être développés avec bien d'autres partenaires, même si la langue et les habitudes donnent à l'économie française un avantage au départ. L'émigration de travailleurs vers la France peut être réduite, comme on l'a vu récemment, voire même réorientée (avec des difficultés certaines, sans doute, mais non insurmontables). Il y a bien sûr un intérêt réciproque — mais contrairement à ce que croient

Sans défense

Quant aux conditions de vie des Algériens en France, autre domaine crucial, j'imagine qu'elles seront l'objet de quelques efforts. Mais il s'agit de bien autre chose, d'un climat. Celui-ci dépend d'une part des exigences d'un patronat qui veut disposer d'un important volant de main-d'œuvre, docile parce que sans défense, et d'autre part d'un racisme ambiant, nécessairement encouragé dans les couches les plus modestes de la population par l'existence de la coalition gouvernementale actuelle et par l'état d'esprit de ses militaires et de ses policiers.

La contradiction entre la visite à Boumediène et la présence au gouvernement de Poniatowski et de Bigeard n'apparaît pas directement. Mais, de proche en proche, elle ne peut pas ne pas se traduire dans les faits quotidiens, quelques soient les velléités, ou même les bonnes volontés. Pour la gauche, en tout cas, l'objectif n'est pas d'ironiser passivement : il doit être d'exiger que le pouvoir mette sa politique en ordre, et tire la conséquence de ses attitudes. On verra bien s'il y réussira.

Claude BOURDET ■

le IXème Colloque du CERES

ou la double lecture

On est frappé, en suivant le IXe colloque du CERES, de voir à quel point les préoccupations de nos camarades sont proches des nôtres. A lire les rapports préparatoires, à écouter l'intervention de Jean-Pierre Chevènement et celles des militants du CERES, on retrouve des analyses de la crise, des rapports internes à l'union de la gauche et des problèmes de la transition au socialisme qui nous sont familières. On lit, par exemple, dans l'un des textes préparatoires, « les deux partis. (PC-PS) ont, d'une part, la même conception statique de l'unité, etc, d'autre part, une vision électoraliste commune du changement de la société »... « Si les partis du programme commun ont été incapables de se servir de celui-ci comme d'un programme de lutte ouvrant des débouchés politiques aux mouvements sociaux de l'automne, c'est que les deux partis se condamnent à l'inaction effective (même si, apparemment, ils agissent) lorsque les perspectives électorales sont éloi-

gnées ». Mais nous pourrions citer et reprendre bien d'autres passages de ce qui a été écrit ou dit au colloque « unité et autogestion ».

S'il nous avait été donné d'intervenir à ce colloque, nous aurions dit qu'en effet, bien peu de choses nous séparent de nos amis du CERES, sinon que nous n'avons pas la même faculté de double lecture des textes. Expliquons-nous ; nous avons appris au cours de ce colloque qu'il y a deux lectures du programme commun : une lecture réformiste, selon laquelle ce programme comporte des réformes démocratiques qui ne débouchent pas sur le socialisme. Cette « lecture » correspond, nous dit-on, à la conception de la « démocratie avancée » du PC à laquelle s'est rallié le PS. Bref, c'est celle des signataires du programme commun. Mais il y en a une autre, celle du CERES, lecture révolutionnaire celle-là, qui voit dans le programme commun un programme de rupture avec le système amorçant la transition au socialisme. De la même façon

on pourrait dire que le CERES a inventé une lecture révolutionnaire du PS ou, tout au moins, de son avenir. D'où cette impression d'irréalité que l'on avait souvent à suivre ces analyses parfaitement cohérentes en elles-mêmes, mais plaquées sur une situation qui ne répond nullement aux interprétations qu'on en propose.

Il y a pourtant un moyen pour que la vision du CERES sorte du domaine de l'imaginaire, pour que — comme le demandait Jean-Pierre Chevènement — le développement de l'action commune se transforme en unité populaire et permette de déboucher sur la transition au socialisme. Il consiste à unir, par delà la fonction artificielle que trace le programme commun, les efforts de tous ceux pour qui les luttes pour le contrôle et l'autogestion sont le levier essentiel de la rupture révolutionnaire.

Victor LEDUC

Vient de paraître :

Combat culturel

Revue éditée par le secteur culturel du PSU, supplément à PSU information n° 34. N° 1 avril 75 - prix 3 F.

Pour prendre contact - secteur culturel du PSU, 9 rue Borromée.

Abonnement 20 F : 10 numéros. Soutien à partir de 30 F : 10 numéros.

Germinal avril 75 N° 2 est paru

AU SOMMAIRE

- Les viticulteurs
- Le Crédit agricole
- Petite enfance en milieu rural, etc.

ADRESSER LES COMMANDES A LISA, 20, rue d'ASSAS 21000 DIJON

ce jour-là... un quotidien nous a manqué

Un journal nous manque, et tout est dépeuplé. C'était le mardi 12 avril. D'ailleurs ils manquaient tous. Les travailleurs du Livre avaient de bonnes raisons pour faire grève : il s'agissait d'attirer l'attention de l'opinion sur la crise de la presse : licenciements en série au Parisien Libéré et à France-Soir, menaces contre divers titres. Pourtant nous, on avait pris l'habitude de notre quotidien : indispensable pâture, outil de référence, mine d'informations et de commentaires. L'habitude d'une pagination fournie, d'une mise en page soignée, d'articles informés, d'une ouverture complète de l'actualité, avec en plus ce quelque chose qui fait que, le moment venu, il est impossible de s'en passer : l'attente, la surprise, le ravissement, la déception. Bref, des rapports humains avec quelque chose qui a forme humaine.

Or ce quotidien c'était... enfin ! c'est peut-être bien aujourd'hui Libération. Un journal qui n'a plus grand chose à voir avec ce qu'il était ; ni un brouil-

lon, ni un brûlot, ni un pavé. Un canard qui se tient, qui creuse son sillon tout seul, avec ses lecteurs, sans le secours du gros capital et de la « pub ». Un journal qui saisit à bras-le-corps les choses de la vie : les luttes dans les boîtes, dans les villes ; les manifestations d'une nouvelle culture ; les petites annonces... Bref tout ce qui aide à démasquer la « société civile » que nous combattons. Mieux : un quotidien qui parvient aujourd'hui à éclairer certaines implications politiques des événements qu'il relate. Car piquer en brochette les sujets ne suffit plus ; encore faut-il lier avec cohérence ce qui est dit au lecteur. Un journal bien plein, c'est bien ; encore fallait-il qu'il soit bien fait. Ce n'était pas facile : Libé le tente tous les jours. Tant mieux. A défaut d'être toujours d'accord-avec la société civile, c'est toute la société politique qu'il s'agit de détruire — on sait au moins sur quelles bases discuter.

Alain TLEMEN

DECOUVERTE ET CULTURE Loisirs

albanie

Séjours de 2 semaines

départs : 17/06 - 1/07 - tous les mardis jusqu'au 16/09

avec le peuple palestinien

Séjours à BEYROUTH

3 semaines en juillet et août

portugal

Circuits juillet et août

Plusieurs formules de transports et de séjours

Un permanent D.C.L. à Lisbonne

Et aussi :

SOMALIE, ALGERIE, YEMEN DU SUD, PEROU, CALIFORNIE, ROUMANIE, YOUGOSLAVIE, SUEDE, etc ...

Séjours en France : Cévennes, Pays Basque, cheval en Provence...

adhérez à D.C.L.

94 rue N.D. des Champs - 75006 Paris

Tél. 325.00.09 et 633.77.78 - ouvert de 10h30 à 19 h

L'Haby des bêtes à radioscopie

Invité par Jacques Chancel à France-Inter le lundi 7 avril, Haby a débarrassé d'intéressantes conceptions pédagogiques et philosophiques. On a appris que le séminaire de Rambouillet lui avait permis d'admirer « un beau parc » (sic) et de se faire des amis. Il a notamment eu des contacts « très amicaux avec un des chiens du président » (resic).

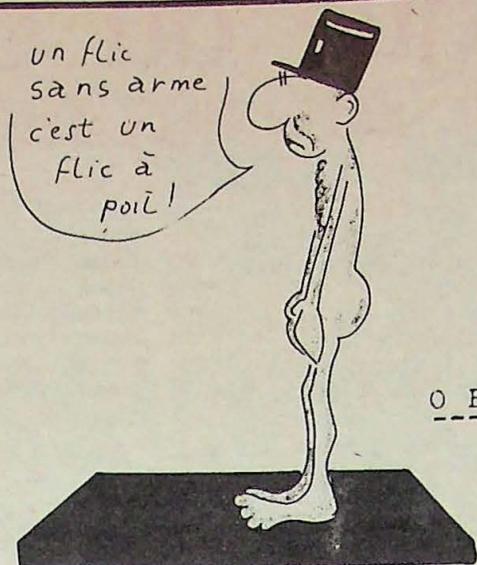
Comme on eut aimé le lire dans Le Canard : « le mur du Con a été franchi à mac III ».

On espère que le Mirage ne souffrira pas de la concurrence de cette version améliorée de l'Hab-Y-F 16.

G.E. ■



Police



Rappel du règlement...

« L'emploi des armes n'est prévu qu'au seul cas de légitime défense. Il n'est pas admissible de tirer en l'air ou de donner des coups de feu de semonce de quelque manière que ce soit. Le coup de feu de semonce ne se justifie jamais, ni en droit, ni en fait. Il n'y a pas lieu de tirer sur un véhicule en fuite, sauf si les occupants présentent un danger grave et imminent pour les forces de l'or-

dre ou pour des tiers. Le fait pour un automobiliste de ne pas s'arrêter à un signal « halte police » ou de ne pas obtempérer à un ordre d'arrêt, même à un barrage policier, sans autre violence à l'encontre des fonctionnaires de police ne justifie pas l'usage des armes. Il en est de même pour les personnes en fuite. »

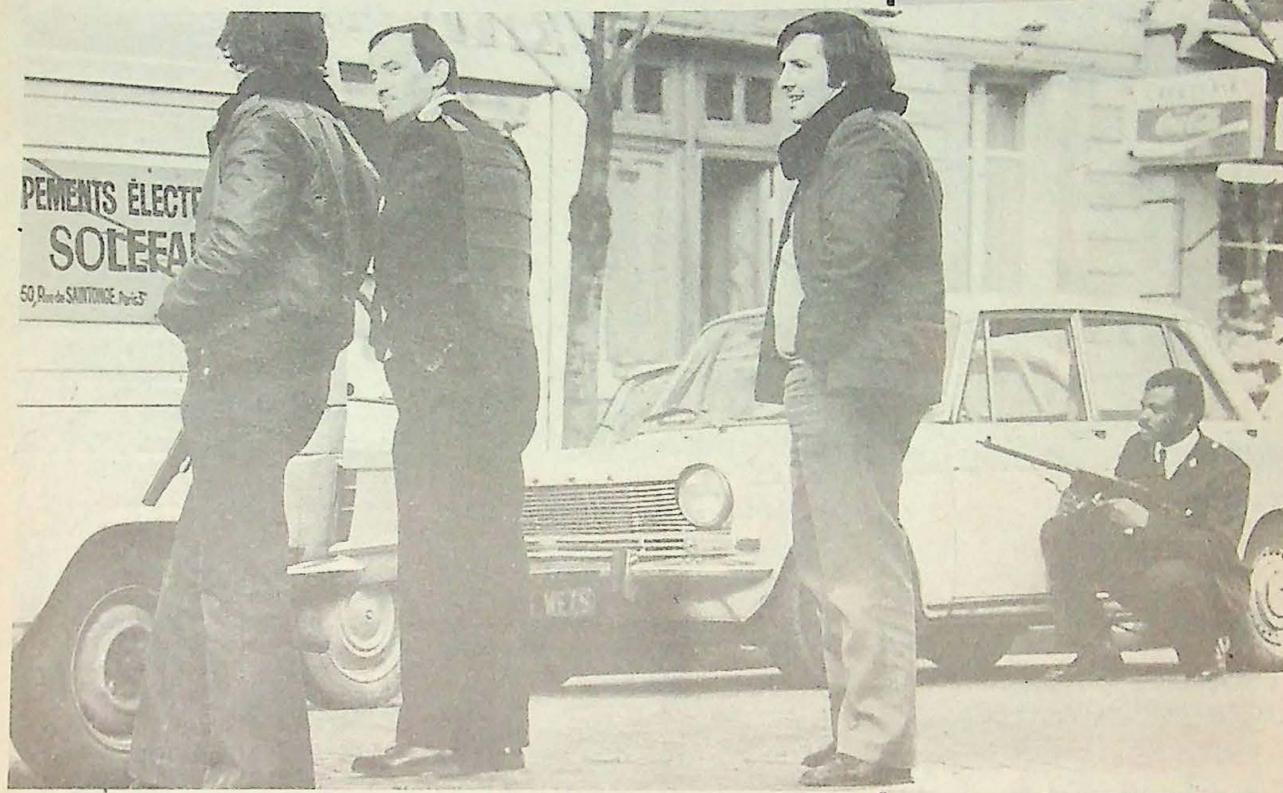
(Extrait d'une circulaire administrative)

les nouveaux chevaliers de la cogne

O B J E T : Rappel des instructions sur l'usage abusif de l'arme administrative.

Après les méfaits de la brigade anti-gang, après les différentes opérations où nos policiers tremblaient de la gâchette, l'assassinat de M. Bouvier, rue du Château des Rentiers, a créé un véritable choc dans l'opinion. Le syndicat autonome des policiers qu'anime Gérard Monate s'est fait l'écho de cette émotion et a expliqué le « manque de sang-froid » de la police par ses conditions de recrutement et l'absence d'une véritable formation (elle ne dure que quelques semaines).

qu'ils pensaient que le fait de tirer (et de tuer éventuellement) n'avait aucune importance. Et pourquoi ? Tout simplement parce que, depuis le remplacement de Marcellin par « Ponia », le nouveau style qui est donné est celui d'une police « à l'américaine ». Une police qui doit faire peur, qui doit traumatiser, cogner, frapper, montrer sa puissance de frappe. Les opérations « coup de poing » méritent bien leur nom. Il s'agit de cogner l'opinion (au figuré, mais aussi parfois au propre). En somme, créer une police bien huilée, bien rôdée, fière de ses prérogatives, au-dessus du citoyen.



La brigade anti-gang... leur sur la ville

CFDT-police : l'escalade de la violence

Nous avons demandé à Michel Tardiveau, secrétaire du syndicat de la police CFDT, son sentiment sur la multiplication des « bavures » dans les activités de la police :

« A titre personnel et sans être en possession de tous les éléments qui me permettraient d'être fixé dans cette affaire, je peux vous dire tout de même qu'en fonction des nouvelles dispositions ambiguës prises par M. Poniowski ministre de l'Intérieur, relatives au comportement de la police dans certaines situations — comme par exemple l'ordre de tirer à vue sur les prisonniers en train de s'évader — il semble que cela aboutisse pour certains personnels à une escalade de la violence ».

« Ces dispositions peuvent entraîner des erreurs dans lesquelles les personnels de police ne devraient pas tomber. Or, manifestement, dans l'affaire de la rue du Château des Rentiers, la « 4 L » atteinte à l'avant, ainsi que le montre clairement l'impact des balles, n'avait rien à voir dans cette histoire. La légitime défense ne peut en aucune manière être retenue à cette occasion ; il y a là usage abusif de l'arme administrative, non conforme au règlement ».

la dégaine facile

Quand la société civile se décompose, quand la crise économique crée des tensions sociales, quand la morale bourgeoise est mise en pièce, il reste l'une des bases fondamentales de l'Etat : sa police. Marcellin l'avait compris lui aussi. Mais à force de l'utiliser à tort et à travers, à force de mobiliser pendant des heures des milliers de flics à chaque petite manifestation de rue, il minait son moral. Ponia, lui, emploie une autre tactique : la mobilité, l'esbroufe, la « dégaine » facile. Et de temps en temps, de plus en plus, les « bavures » apparaissent. Et l'opinion publique, celle de l'Aurore et du Parisien libéré, qui était prête à applaudir ces nouveaux chevaliers de la cogne, commence à frissonner un peu : les balles volent bas ; chaque automobiliste se sent devenir la cible potentielle de ces messieurs de la gâchette.

Pour supprimer le risque, pour rabaisser le policier et le ramener au niveau du citoyen, il n'est pas possible de se contenter d'exiger « une meilleure formation de la police ». C'est la police tout entière qui doit être mise en question. Et puisque un homme en uniforme, investi de tous les droits, se sent particulièrement supérieur à ses concitoyens lorsqu'il porte une arme sur lui, c'est cette arme qu'il faut lui arracher. La police anglaise n'est pas armée ; cela ne l'empêche pas d'être au service de la bourgeoisie. Mais au moins elle ne tue pas. Sa « formation » est d'autant meilleure que ses membres savent dès le départ qu'ils n'auront pas à compter sur leur revolver.

Ces réponses de Gérard Monate n'expliquent pas tout. En effet, dans l'affaire du bar Thélème par exemple, c'est la brigade anti-gang qui a opéré, et ces messieurs sont paraît-il des supermen, triés sur le volet et formés aux petits oignons.

L'assassinat de M. Bouvier a été réalisé par trois policiers qui, apparemment, étaient de valeureux tireurs : abattre un homme au volant d'une voiture qui roule en l'atteignant au pistolet de deux balles dans la tête et de deux balles au thorax, cela suppose un sérieux entraînement (le pistolet est l'arme la plus difficile à manier).

Comme de plus aucun policier n'était menacé, il faut en conclure qu'ils avaient ordre de tirer ou

Il faut désarmer la police : en attendant de la supprimer...

Jean VERGER ■



Renault une lutte qui laissera des traces

Il est incontestable qu'un tournant a eu lieu dans le conflit Renault durant la nuit du 13 au 14 avril. Jusqu'alors la direction de la Régie avait opté pour la manière forte ou le pourrissement à la manière des PTT pour infliger un échec aux syndicats. Cette nuit-là, elle a modifié sa position et offert une porte de sortie aux syndicats. Pourquoi ?

La durée de la grève de l'enthousiasme au Mans était « raisonnablement imprévisible » puisque ce conflit est devenu le plus long de toute l'histoire de la Régie. Il fallait donc aviser. La direction avait déjà dû puiser dans ses réserves de véhicules pour faire face à la demande : mais, incapable de répondre à la légère reprise du printemps, elle risquait fort de perdre sa place de « premier vendeur du Marché commun ». Une telle éventualité a eu pour résultat d'accroître les divisions de l'état-major qui, sans s'exprimer au grand jour, n'en existent pas moins : la dernière lettre signée de la direction, le 10 avril, et adressée au personnel, commence par une phrase parlant de M. Dreyfus à la troisième personne...

D'autre part, l'isolement des ouvriers du Mans n'était plus aussi total : ce nouveau facteur a sans doute joué un rôle important dans le dégel. La paie du 7 avril fortement amputée par les retenues sur salaire de 300 à 800 F avait provoqué une montée de colère : d'autant que le personnel mensuel des ateliers et des services n'étant pas visé par les mesures de lock-out continuait, lui, à toucher une paie normale. Le jeudi 10 avril, l'annonce d'un nouveau lock-out pour le 11 et le 14 provoquait de très vives réactions aux départements 38 et 49. La confusion la plus totale régnait au département 54, la « pointe amont ». Aux grosses presses du 12, les ouvriers commençaient, eux aussi, une grève de l'enthousiasme.

Sous cette nouvelle poussée, la CGT s'engageait enfin dans la voie de la grève de l'enthousiasme et en demandait la généralisation. Quelle allait être la situation à la reprise du travail le mardi

les augmentations hiérarchisées sont sagement mélangées aux augmentations uniformes, celles qui de toute façon étaient prévues en fonction de la hausse des prix sont introduites dans le plateau

Contrairement à ce qu'affirment les moyens d'information, les OS ne sont pas plus favorisés que les autres (exception faite des coefficients les plus bas qui sont supprimés). La Régie, qui a pris bien soin de ne se lier par aucune clause nouvelle concernant sa politique salariale, pourra très bien ne pas accorder d'autres augmentations durant des mois.

En matière de classifications, les discussions vont s'engager dans les jours à venir. Toutefois quelques acquis non négligeables sont déjà assurés : suppression des coefficients les plus bas, diminution du nombre de catégorie d'OS, un seul taux de salaire par coefficient pour les OS, une seule catégorie de P1

Les journées et heures de lock-out sont globalement indemnisées à 50 %, sauf au Mans où l'indemnisation n'est que de 35 %. Les ouvriers qui se sont battus sont donc défavorisés. Durant ces dix semaines, un OS de Flins aura donc perdu environ 900 F, un OS du Mans près de 1 400.

Sur la réintégration des 17 licenciés, rien n'a été obtenu jusqu'ici.

À la lecture de ces résultats, on comprend pourquoi l'enthousiasme ne régnait guère au Mans lors du vote : 20 % se sont même prononcés contre ce compromis. De toute façon, dans les circonstances actuelles, les OS du Mans pouvaient difficilement continuer seuls.

Ce conflit de dix semaines sera lourd de conséquences pour les luttes futures à la Régie Renault. Quelles leçons vont tirer les OS du Mans de leur isolement ? Quelles leçons vont tirer les ouvriers des autres usines qui ont subi l'équivalent de près de quatre semaines de lock-out ? Mais aussi quel va être l'impact de la lutte des Renault dans l'immédiat sur les autres secteurs, compte tenu de la présentation que vont en faire les organisations syndicales et politiques ?

BENOIT-JUGE ■



15 ? Nul ne le saura !

Les propositions finales de la Régie concernant les salaires révèlent un dosage assez révélateur : les augmentations hiérarchisées sont sagement mélan-

gées aux augmentations uniformes, celles qui de toutes façons étaient prévues en fonction de la hausse des prix sont introduites dans le plateau pour donner l'impression de la quantité.

● Westinghouse - Nice : vers la grève active

Depuis le vendredi 3 avril, l'usine Westinghouse (ascenseurs) est occupée par ses 570 salariés à la suite de la grève avec occupation qui dure maintenant depuis quatre semaines à la SCOM, filiale de la société dans la banlieue niçoise.

Westinghouse n'est plus intéressé par les ascenseurs. Le trust a trouvé un secteur bien plus rentable, le nucléaire, et y investit ses capitaux. Il a vendu sa filiale française au trust finlandais Konen qui possède des entreprises dans toute l'Europe et est surtout intéressé par les machines ultra-modernes et les marchés français et méditerranéens (Westinghouse avait la charge d'entretenir

36 000 appareils rien qu'en France).

Mais Konen préfère exploiter les ouvriers espagnols de son usine de Bilbao qui sont sûrement moins bien payés que ceux de Westinghouse Nice (un OS 2 à Nice touche en moyenne 1 750 F par mois, fruit de multiples luttes depuis 1968). Au cours des mois précédents, la direction niçoise a déjà essayé de vider l'entreprise tout en évitant les licenciements collectifs : offres de 3 à 5 millions d'anciens francs en cas de « départ volontaire », pressions diverses sur le personnel, etc. Ces manœuvres ont fait tomber les effectifs de 635 en 1972 à 435 aujourd'hui. Elles ont cependant ren-

contré la résistance permanente, depuis trois ans, des travailleurs et de leurs syndicats.

Alors, cette semaine-là, la direction s'est décidée à casser cette résistance : prétextant la grève de la filiale SCOM, elle annonce la mise en chômage technique de l'ensemble du personnel productif (256 salariés), la dénonciation de l'accord d'entreprise, la suppression du 13 e mois, de l'échelle mobile, des subventions au CE... Les travailleurs ont aussitôt décidé d'occuper l'entreprise.

Les syndicats font le maximum pour permettre la participation active au mouvement des travailleurs de l'entreprise : information la plus large et la plus régulière possible, assemblée générale tous les jours. Ils mettent en place une série de commissions : bouffe, loisirs, popularisation, entretien, sécurité.

Une commission est à l'étude : la commission production. « Bien sûr, nous

ne sommes pas LIP mais... dans l'usine il y a un outillage qui permettrait d'entreprendre une production (tours, fraiseuse, etc), non pas d'ascenseurs, ça ne se vend pas comme une montre, mais d'objets divers, utilitaires ou non, dont la vente permettrait un salaire de survie pour tenir la grève ».

En ce moment, cette commission est en train d'étudier les possibilités qu'offrent les stocks de matières premières et l'état de l'outillage. Certains travailleurs ont déjà commencé : nous avons vu une hachette en fer forgé. La fabrication et la vente de ces objets permettraient un soutien financier considérable ainsi qu'une popularisation efficace : de plus, elles associeraient manuels, dessinateurs et techniciens dans un travail commun, ce qui donnerait une vie de masse à l'occupation.

OLIVIER ■



L’assemblée générale du MFA s’est donc réunie le 7 avril. Composée de 240 membres (120 pour l’armée de terre, 60 pour la marine et 60 pour les forces aériennes), elle intégrait en son sein des miliciens, c’est-à-dire des soldats appelés. A la tribune de l’assemblée, on reconnaissait les principaux membres du conseil de la révolution, avec ses éléments les plus modérés (comme le général Carlos Fabiao), sa majorité réformiste (avec les généraux Vasco Goncalves et Costa Gomes), et son aile radicalisée (menée par l’amiral Rosa Coutinho).

La nouvelle assemblée traduisait bien le nouveau rapport de forces issu du coup manqué du 11 mars dernier. On commença par réaffirmer que le pays devait s’engager résolument dans la voie du socialisme et qu’il fallait accélérer la réforme agraire. On discuta ensuite d’un projet de plate-forme politique qui, proposé aux partis politiques engagés dans la bataille électorale, devrait constituer une première base constitutionnelle pour le pays, au moins pour cinq ans. Il s’agit de garantir la poursuite du processus révolutionnaire, quel que soit le résultat des élections du 25 avril 1975 ; le président de la République et le conseil de la

révolution concentreront dans leurs mains l’essentiel du pouvoir législatif et exécutif, et orienteront la politique générale du pays.

les sigles...

CDS : Centre Démocratique et Social
PPD : Parti Populaire Démocratique
MDP / CDE : Mouvement Démocratique Portugais
Comité démocratique électoral
FSP : Front Socialiste Populaire
FEC : Front Electoral Communiste (marxiste léniniste)
UDP : Union Démocratique Populaire
MES : Mouvement de la Gauche Socialiste
 On peut trouver des indications détaillées sur ces mouvements et sur bien d’autres choses dans le PSU-Documentation n° 80-84 (52 pages 6 F en vente à Syros) : « Portugal 1974-1975 ».

Le président de la République lui-même sera élu par un collège composé de l’assemblée du MFA (240 membres) et de l’assemblée législative (250 députés maximum). Dans ce contexte, il est clair que l’assemblée constituante se voit privée de la plupart des pouvoirs que lui avait promis, le 25 avril 1974, une junte de salut



Une « Mutu » bondée et chaleureuse mercredi soir, à Paris : le premier grand meeting du PSU depuis plusieurs mois a été une incontestable réussite. Les interventions ont toutes été passionnantes : celle de Luis Carnero (du FSP) qui condamna sans embages les compromissions du PS portugais ; celle de Fernando Marquês, qui expliqua les raisons politiques de la non-participation de la LUAR aux prochaines élections ; celle de José Diaz enfin (du MES) qui se livra à une analyse raffinée de la situation révolutionnaire au Portugal.

L’ambiance devait s’animer plus encore lors du passage d’un lieutenant du MFA. Comme devait le dire Michel Mousel, secrétaire national du PSU, lors de son intervention finale : « Pour nous, dans l’expérience portugaise, il y a plus de leçons à recevoir que de leçons à donner ». Plus qu’une simple manifestation de solidarité avec les révolutionnaires portugais, ce meeting — auquel assistaient de nombreux immigrés — a constitué un acte concret d’internationalisme prolétarien.

A.T. ■

national encore dominée pour l’essentiel d’éléments spinolistes.

au pied du mur

L’assemblée du MFA a demandé aux partis politiques engagés dans les élections de signer cette plate-forme. Les résultats de cette démarche ont de quoi surprendre. Certes, le refus du Parti populaire monarchique est compréhensible : cette formation a admis que la plate-forme était en contradiction formelle avec ses principes et l’a donc rejetée. Mais l’acceptation du CDS, du PPD et du PS est surprenante de la part de partis qui avaient émis les plus grandes réserves jusqu’à présent et pour qui la signature de la plate-forme est un véritable suicide politique.

En fait, ces partis n’ont plus le choix : leur position plus qu’ambiguë au moment du 11 mars les oblige à adopter une attitude extrêmement prudente à l’égard du MFA et à éviter toute nouvelle provocation qui pourrait leur être fatale. Pour le PC, le MDP / CDE et le FSP, cette plate-forme constitue une étape importante dans la consolidation du processus révolutionnaire, ce qui explique leur adhésion.

Mais pourquoi le MES s’est-il associé au refus de la FEC et de l’UDP ? Il faut d’abord souligner que ses motivations sont très différentes de celles des deux groupes maoïstes. Pour la FEC et

l’UDP, un renforcement du pouvoir du MFA est un événement contre-révolutionnaire. Le conseil de la révolution a même interdit à la FEC l’accès à la TV et à la radio pour cinq jours à cause de ses attaques incessantes contre le MFA. Pour le MES, le problème n’est pas là. Il s’agit d’abord de protester publiquement contre l’adhésion de formations qu’elle considère comme fascistes, comme le CDS ou le PPD, ou contre-révolutionnaire comme le PS. Il s’agit ensuite de prendre ses distances par rapport à une plate-forme visant « à contrôler la démocratie bourgeoise et non à la détruire ». Cette attitude a été comprise par le MFA. Le porte parole du mouvement, le capitaine Vasco Lourenço, a déclaré à propos des « partis qui ne se sont pas compromis avec le « pacte », mais qui approuvent ce qu’ils appellent

Une interview de Manuel Serra



« une révolution ne s

Manuel Serra a été une des personnalités majeures de la lutte anti-fasciste. Faisant l’analyse que seules les armes auraient raison du fascisme portugais, il a tenté de soulever l’armée à Beja en 1962, et réédité la tentative ensuite. Il a passé dix ans en prison. Il est aujourd’hui le principal dirigeant du Front socialiste populaire.

TS : La tendance que vous dirigiez au sein du Parti socialiste portugais, le Mouvement socialiste populaire, avait représenté une forte minorité au sein du congrès de décembre. Pour quelle raison avez-vous décidé de quitter le PS et de fonder un parti autonome, le Front socialiste populaire ?

Manuel Serra : Nous sommes rentrés dans le PS en mai 1974 comme groupe autonome sous la condition suivante : nous resterions autonomes jusqu’au congrès, et nous nous engageons à y rester dans la mesure où le PS adoptait une ligne favorable aux intérêts de la classe ouvrière où il correspondait à la nécessité politique du moment. A cette condition, nous nous serions intégrés au PS. En huit mois, nous avons beaucoup fait pour le développement du PS, mais nous n’avons pas réussi à le transformer, à vaincre son appareil. Il s’est révélé à ce congrès que le PS n’était pas le parti de la classe ouvrière. Il y avait une lutte de classe au sein du parti. On nous a traités simultanément d’agents du PC et du Vatican. Trente officiers du MFA avaient menacé de faire un coup d’Etat si notre liste passait. Ils sont maintenant tous en fuite au Brésil, à la suite de leur participation au coup du 11 mars. En fait, le PS est très lié au SPD allemand, tête de pont de l’impérialisme américain en Europe, qui contrôle les finances du PS et leur utilisation, grâce à une équipe de permanents qui travaillent au Portugal.

T.S. : Quelle analyse faites-vous du coup manqué du 11 mars et de ses conséquences ?

M.S. : Il faut d’abord savoir que le 25 avril avait été un simple coup d’Etat militaire, mais qui a été très vite dépassé par la dynamique des forces populaires et qui s’est transformé en un processus révolutionnaire. Mais cette transformation radicale n’a pas été acceptée par tous. Spinoza s’est placé à la tête des forces conservatrices et a provoqué le 28 septembre. Le coup a échoué, mais l’épuration a été insuffisante, et un nouveau coup a pu se produire. Après le mois de janvier, le PS a déclenché une forte campagne anti-communiste et anti-MFA qui a créé les conditions politiques du coup du 11 mars. Les auteurs militaires ont été démasqués, mais les vraies responsabilités sont à chercher dans la droite, le PPD et le PS.

Les mêmes méthodes qu’au Chili ont été employées : attaques des unités fidèles, prise de la radio, etc... En fait, beaucoup d’unités n’ont pas marché, parce que les officiers ont été arrêtés par leurs soldats. Il y a eu d’autre part une forte mobilisation populaire et des partis de gauche. Le plan avait démarré à Setubal et on avait réussi à contrôler le mouvement.

ugal : une e crise

l'aile la plus progressiste du MFA » : « Il est clair que nous n'allons en aucune façon mépriser ces partis ». Surtout, le général Costa Gomes affirme que ces partis pourraient être amenés dans de nouvelles conditions à signer le pacte.

le poids du 11 mars

Dans ce contexte, la décision de l'assemblée générale du MFA de publier les résultats des travaux de la commission d'enquête sur le 11 mars avant les élections du 25 avril et de créer un tribunal révolutionnaire pour juger les coupables, est particulièrement explosive, et risque de déboucher sur une crise politique ouverte : les multiples contradictions qui traversent l'actuelle coalition gouvernementale éclateront alors au grand jour et le dévoilement des compromissions dans

la tentative de coup d'Etat réactionnaire (que l'on annonce déjà très nombreuses) entraînera inévitablement un nouveau rapport de forces politiques.

Dans cette situation de crise institutionnalisée, le problème central reste de construire une alternative révolutionnaire. Or plusieurs événements significatifs viennent de se produire qui traduisent la poussée des éléments radicalisés du MFA même au sein du conseil de la révolution. Le 14 avril, le conseil a proposé à la discussion du gouvernement un projet visant à confier la gestion des entreprises nationalisées aux syndicats et aux commissions de travailleurs.

l'heure des choix

Ceci n'est rien d'autre que la proposition faite par le MES dès le mois de janvier dernier. Au même moment, l'amiral Rosa Coutinho avance l'idée de la formation d'un « MFA civil » regroupant certaines forces à l'extérieur du PC et du PS. A cette expression, le MES préfère substituer celle de « front populaire avancé » qui regrouperait tous ceux qui cherchent à imposer le pouvoir populaire, à le coordonner et à lui donner un projet global. La tâche urgente des révolutionnaires portugais est de travailler à la constitution d'un tel front, et de dépasser le stade actuel de développement d'expériences trop localisées qui négligent encore trop de

larges secteurs de la population, en particulier au nord du pays. Il est essentiel de trouver les voies d'une émancipation idéologique

En effet, les échéances sont désormais précises. Dans une interview accordée le 4 avril au « Journal de Noticias », l'ambassadeur américain Frank Carlucci a rappelé que l'aide des USA au Portugal était liée au résultat des élections du 25 avril. Il est clair qu'après cette date, l'impérialisme US fera tout pour abattre la révolution portugaise, en démontrant comme toujours que la « liberté » n'y existe plus. A partir de cette date, la crise économique menacera le Portugal, et l'actuelle situation de crise permanente fera place à l'heure des choix.

Cette échéance a été reconnue par le général Vasco Goncalves au cours d'une conférence de presse donnée le 8 avril à la fondation Calouste Gulbenkian. A ce moment-là, une course de vitesse sera engagée entre les défenseurs d'une solution capitaliste, aujourd'hui partiellement défaits, ceux qui préconisent un capitalisme d'Etat bureaucratique et ceux qui cherchent à créer le pouvoir populaire et à en faire une alternative politique crédible. C'est dans un délai très court que le peuple portugais devra répondre à la question : quelle révolution ?

Jean PATERNAT ■



Une affiche de la campagne de « dynamisation culturelle du M.F.A.

d'une grande partie de la paysannerie, encore soumise au clergé le plus rétrograde de l'Europe occidentale, et de libérer la capacité révolutionnaire de ces couches. L'avenir de la révolution portugaise passe aujourd'hui par la création d'un véritable contre-pouvoir pris en charge par l'ensemble des travailleurs.

irigeant du Front Socialiste Populaire :

légalise pas par des élections »

TS : Dans quel état d'esprit envisagez-vous les élections, et quel type de campagne pensez-vous mener ?

M.S. : Il n'y a pas de conditions réunies pour procéder à des élections : nous avons déjoué trois tentatives de putsch ; la bourgeoisie fait du sabotage économique ; l'impérialisme continue ses attaques. Une révolution ne se légalise pas par des élections. Il n'y a pas de pays plus libre aujourd'hui que le Portugal. D'autre part, nous assistons à une tentative de la bourgeoisie de reprendre le pouvoir par les élections. Il s'agissait pour le MFA de tenir sa promesse de procéder à des élections dans un délai d'un an après le 25 avril 1974. Mais, après quarante huit ans de fascisme, il y a des tâches plus urgentes à remplir : l'épuration, la remise sur pied d'une économie déjà anarchique avant le 25 avril. Toutefois nous irons partout, dans les usines et les villages, parler pour convaincre le peuple de ne pas voter à droite.

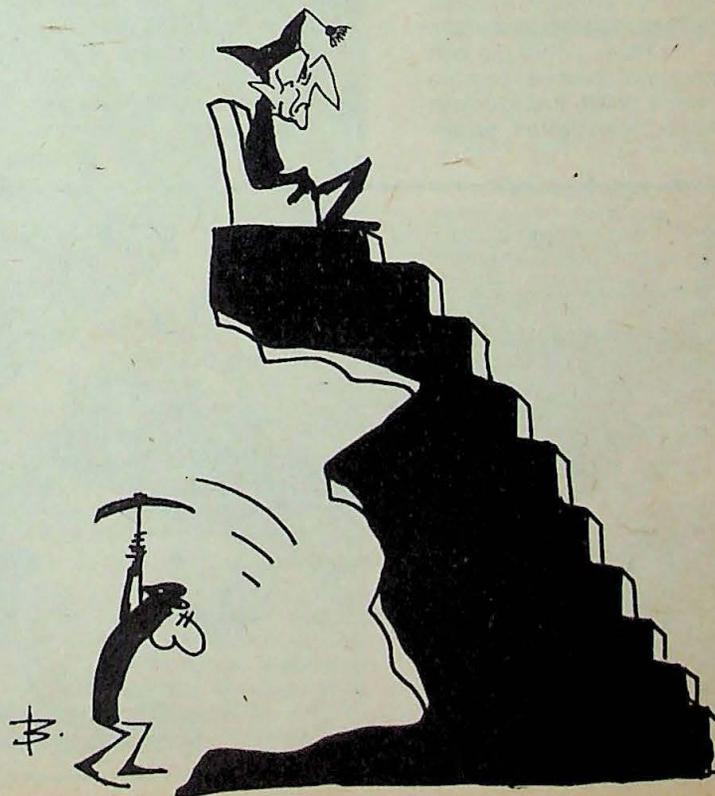
TS : Quelle était votre position vis-à-vis de la participation au dernier gouvernement provisoire ?

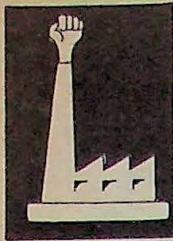
M.S. : Nous avons été convoqués par le premier ministre et le MFA pour présenter notre analyse. Nous avons posé comme condition à notre participation la sortie du PPD (Parti populaire démocratique). Cette condition n'ayant pas été réalisée, nous n'avons pas pu accepter de rentrer dans le gouvernement. Mais nos cadres collaborent dans la lutte économique, dans les entreprises nationalisées, les banques, les assurances, car la bataille économique est aussi importante que la bataille dans la rue. D'ailleurs ce gouvernement est un gouvernement de compromis, transitoire et provisoire, et il aura des problèmes en raison de sa composition pour réaliser les avancées nécessaires.

TS : Comment voyez-vous l'avenir économique et politique du Portugal ?

M.S. : Il faut une structure politique de planification au lieu d'une planification technocratique. Nous sommes un pays pauvre qui a deux millions de travailleurs à l'étranger. Notre agriculture a une très faible productivité, notre industrie, déjà désorganisée avant le 25 avril, voit sa situation se dégrader encore à cause du sabotage de la bourgeoisie. Il faut utiliser au maximum les ressources naturelles et humaines. Une réforme profonde est donc indispensable. Notre peuple ne consomme même pas le nécessaire, et n'évolue pas vers une société de consommation. Nous regardons avec optimisme la bataille économique si des réformes de structures sont accomplies. Notre peuple ne consomme pas encore le nécessaire en ce qui concerne le logement, la santé, l'alimentation, l'éducation. Nous espérons augmenter le niveau de vie de notre peuple. La plupart de nos importations étaient composées d'articles que l'on peut considérer comme inutiles, par exemple des ordinateurs de la troisième ou quatrième génération, des appareils électroménagers qui s'entassent dans les magasins. Tout cela pesait sur notre balance commerciale, qui peut être améliorée. Il faut une réforme agraire profonde, une production accrue dans les usines. Si tout cela est fait, je pense que nous ne rentrerons pas dans une société d'abondance, mais dans une société plus juste.

demain l'Espagne...





A propos de notre enquête sur la CFDT

Une réponse du PSU de la Loire aux responsables de l'UD CFDT

Comme le disent nos camarades de la Loire, nous ne reprenons pas à notre compte les positions politiques exprimées dans l'interview sur les rapports partis-syndicats (voir TS n° 651) par les responsables CFDT de la Loire qui ont choisi de rejoindre le courant de gauche du PS. La grande majorité du PSU

a fait un autre choix, fondé sur une analyse des réalités qui dominent le développement du PS et ce n'est pas le congrès de Pau ni les évolutions actuelles de l'union de la gauche qui nous feront changer d'avis.

Ce qui ne nous empêche nullement d'estimer que, comme le disent nos camara-

des du CERES, « il ne faut pas confondre le courant de gauche qui s'exprime dans la CFDT et le courant de gauche qui existe dans le PS ». Nous partageons leur appréciation selon laquelle la gauche syndicale ne se définit pas par rapport à un parti politique mais par rapport à une action de classe. Sur ce terrain, il y a

une sérieuse base d'accord entre des camarades comme ceux de la fédération Hacuitex et ceux du CERES. Nous reviendrons plus longuement sur les problèmes posés à travers notre enquête dans le prochain numéro de TS.

V.L.

L'article paru dans le numéro 651 de TS et présentant les positions des responsables de la CFDT ayant fait le choix du PS dans la Loire s'inscrit dans un vaste panorama de la CFDT ; il est évident que le PSU n'approuve pas ces positions, et, à plus forte raison, ne les reprend pas à son compte !

La fédération de la Loire, pour sa part, aimerait apporter les précisions suivantes : le PS a, effectivement, pris une certaine ampleur dans la Loire grâce au ralliement de l'ex-majorité du PSU et de membres de la 3e composante. Mais cela ne change pas, pour l'instant, la nature du PS, et ne résoud pas le problème qui hante nos camarades de la CFDT : le débouché politique des luttes. Nous nous contenterons aujourd'hui de deux remarques.

La première porte sur la pratique du PS, en ce qui concerne les entreprises. Nous prenons acte de l'évolution positive en ce qui concerne le problème de l'implantation des partis politiques dans les entreprises : « **Nous sommes pour l'implantation des partis politiques dans l'entreprise** » voilà un langage nouveau à la CFDT ! Mais nous posons une question : le PS — défini par nos camarades eux-mêmes comme un parti de la **petite bourgeoisie prolétarisée** (« tertiaires prolé-

tarisés » disent-ils !) et que nous aurions tendance à qualifier de parti fourre-tout (de Defferre à Rocard, sur les mêmes bases politiques ! ! — est-il un instrument adéquat pour réaliser une implantation et une percée du socialisme autogestionnaire dans les entreprises ?... A moins que la référence au socialisme autogestionnaire soit abandonnée ! Nous ne voulons pour preuve des difficultés rencontrées par les militants PS que leur attitude pendant le conflit Avyac, dans la vallée de l'Ondaine. Jamais les militants PS n'ont voulu (ou osé) se présenter en tant que tels ; ils ont toujours mis en avant des étiquettes syndicales ! A tel point qu'ils ont laissé le seul militant PS de la boîte se débrouiller tout seul face au PC et à la CGT.

La deuxième remarque porte sur le problème du débouché politique des luttes.

Nous avons bien conscience, d'une part, nous aussi de l'écart entre niveau des luttes sociales et perspectives politiques offertes aux travailleurs en lutte. Ce que nous constatons, c'est une série de luttes parcellisées, morcelées (Stribick, Socober, Zenith ARCT de Roanne, STEFI, Avyac... pour ne citer que les plus connues sur notre région). Le problème politique immédiat est celui d'établir des liens entre ces

luttes, de façon à présenter face à l'entreprise de restructuration du capitalisme faite sous le nom de plan d'austérité une résistance offensive et unie de la classe ouvrière et de ses alliés (paysannerie notamment). C'est ce qui fonde notre stratégie d'unité populaire, unité populaire fondée dans et par la communauté d'intérêts née dans les luttes.

Ces luttes d'autre part mettent au premier plan la stratégie du contrôle ouvrier. Cette stratégie est aussi politique ! Elle met directement en cause l'organisation et la division capitaliste du travail. C'est en fonction de ce caractère des luttes de contrôle qu'il faut poser le problème du débouché politique. Certes il est bon de rappeler des évidences : « **On s'est dit qu'il fallait davantage intégrer le problème de la prise du pouvoir dans notre stratégie** » nous certifient nos camarades. Mais il faut voir aussi comment mettre en œuvre la stratégie de rupture avec le capitalisme, et de destruction de l'Etat bourgeois (problème du contrôle des travailleurs sur un gouvernement de gauche, et passage au pouvoir autonome des travailleurs, problème du double pouvoir dans une phase transitoire, etc...). On voit donc que le problème du débouché politique des luttes ne se résoud pas **magiquement** par l'adhésion à un parti

« faisant le poids » pour les élections !

Voilà les précisions que nous voulions apporter dès maintenant.

L'urgence politique nous semble être le renforcement (et même souvent la naissance) de l'unité populaire. A cet effet, la fédération de la Loire du PSU a proposé, dans son journal, (PSU/Loire informations n° 3 de mars 1975) :

- le développement systématique des réponses unitaires aux coups de force patronaux comme cela s'est fait à Avyac le 25 mars,
- la coordination des initiatives concernant les entreprises en lutte pour l'élargissement du soutien financier, l'information et la popularisation avec la participation des organisations syndicales, politiques et populaires sous le contrôle des travailleurs directement concernés,
- l'information et la coordination pour la défense des droits des chômeurs.

C'est à ces conditions que les manifestations et meetings qui auront été organisés pour exprimer le refus des travailleurs face à la politique d'austérité du pouvoir capitaliste prendront toute leur signification.

Fédération de la Loire du PSU ■



à Socomatec aussi : on produit, on vend, on se paie

En une seule journée, ils ont vendu pour un million et demi de matériel. Les 76 ouvriers des établissements Solaméa-Socomatec à Pezenas ont décidé de produire eux-mêmes du petit matériel électrique pour se payer. Ils sont en effet en grève depuis le 4 avril pour s'opposer au licenciement de 23 des leurs et imposer une garantie de l'emploi. L'usine est actuellement en règlement judiciaire et les ouvriers n'avaient perçu qu'un acompte de 600 F sur leur salaire de mars. Or les carnets de commande sont garnis, la garantie de l'emploi peut donc parfaitement être assurée. La Socomatec n'est d'ailleurs pas la seule entreprise de la région à connaître des problèmes d'emploi : en un seul jour, 344 licenciements ont été enregistrés dans le département.

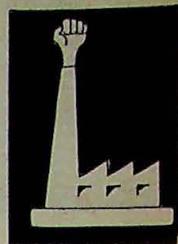
← une vue de la « cantine-chiotte ».



Indemnisation du chômage partiel

Les ficelles de Bergeron

EMPLOI



Le 18 février dernier, les cinq confédérations syndicales (CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC) exigeaient du patronat et du gouvernement que les heures chômées soient indemnisées au taux horaire du SMIC : ce fut la rupture des discussions. Vers la mi-mars, l'Etat proposa de monter sa part de 2 F 10 à 2 F 50 si les syndicats acceptaient les propositions du CNPF d'élever sa contribution de 3 F à 3 F 50. En tout, cela faisait donc 6 F alors que le SMIC est aujourd'hui à 6 F 95.

Malgré cela, le 8 avril dernier, Bergeron signe pour le compte de FO l'accord avec le CNPF, rompant ainsi le front syndical. Ce n'est pas la première fois, ce ne sera sans doute pas la dernière. La brèche étant ainsi faite, il paraît probable que la CFTC et la CGC vont s'y glisser. Pour la CFTC, il suffirait que le gouvernement s'engage à procéder à un relèvement de sa participation selon un calendrier, donc sans tenir compte de l'évolution du SMIC. Quant à la CGC, les raisons de sa réticence sont ailleurs : elle souhaiterait que l'indemnisation du chômage partiel soit hiérarchisée.

Ainsi, CFDT et CGT risquent fort de se retrouver une fois de plus les seules à se battre pour l'indexation des indemnités de chômage partiel. En fait, le projet est plus vaste puisqu'il vise à garantir le maintien du salaire antérieur pour chaque heure chômée, y compris celles dépassant la durée légale du travail, les 40 h.

● A Massy

Le lundi 14 avril, la petite salle de la Fanfare à Massy (Essonne) était presque trop exigüe pour contenir la trentaine de chômeurs rassemblés afin de parler de leur situation. Depuis plusieurs semaines, les militants du PSU, dont l'un est chômeur, tentaient de populariser l'idée de création d'un comité de chômeurs par des distributions de tracts, des prises de paroles avec panneaux, devant le bureau de pointage ouvert tous les quinze jours (on estime à 600 le nombre des chômeurs venant pointer à Massy). Mais ce sont quelques chômeurs qui ont pu, par leur appel, favoriser la constitution du comité.

Cette première rencontre a surtout permis de rompre l'isolement, chacun cherchant à expliquer où il en était dans sa recherche d'un emploi. Femmes ou hommes, jeunes ou moins jeunes, français ou immigrés, ouvriers ou cadres, tout le monde a pris la parole, écouté avec attention par l'ensemble de l'assemblée.

Cette exigence de la garantie du salaire antérieur est fondamentale alors que les tenants du capital, avec l'aide de l'Etat, cherchent par tous les moyens à reconstituer d'abord, et à accroître ensuite, leur marge de profit afin de réaliser reconversions et restructurations.

La lutte selon cet axe se développe avec des résultats différents d'un secteur à l'autre. C'est dans les grandes unités de production (plusieurs milliers de travailleurs) que les journées chômées se multiplient. Ailleurs, chez les PME-PMI, les réductions portent sur la durée de la semaine de travail et les déclarations de faillite (dont une grande partie

douteuse) deviennent un peu plus nombreuses chaque jour.

Bergeron et FO — confortés par le CNPF et le gouvernement — ont beau jeu de dire que la situation critique nécessitait cette signature, même si le résultat n'est pas celui souhaité. Il fallait en quelque sorte ne pas faire la fine bouche et prendre ce que l'on nous proposait. Face à un grand nombre de travailleurs inquiets, désorientés, l'argument peut avoir du poids si le CNPF et l'Etat s'empressent de rendre opératoire « l'accord ».

Il y a plus grave encore pour l'avenir. Le gouvernement est-il

prêt à indemniser les patrons à hauteur de 90 % pour leur participation à l'indemnité de chômage partiel si ceux-ci « transforment » leur projet de licenciements en semaines, jours, heures chômés ? Comme par ailleurs la limite indemnisable est passée de 320 à 470 heures par an, on mesure, sur la base de 6 F de l'heure, l'économie qui va être réalisée par les patrons.

A l'issue de leur rencontre du 9 avril dernier, CFDT et CGT ont dénoncé les « accords bidon » (allusion bien sûr à la signature de Bergeron) et protesté contre le refus de véritables négociations. Elles ont décidé de faire de cette semaine (du 21 au 25 avril) une semaine de délégations auprès du patronat. Il ne s'agit pas de « brandir l'étendard de la révolte », selon Ed. Maire, mais de « proposer des initiatives progressives ». Est-ce suffisant pour déjouer les habiles « trahisons » des Bergeron et Cie ? C'est la question de fond : se résignera-t-on à gérer un bout de la « crise » faute d'une riposte à la hauteur de l'enjeu ?

Au PSU, on pense plutôt que la lutte contre toutes les formes de l'austérité passe par l'unité autour d'axes précis mettant en évidence la responsabilité du patronat et de l'Etat. Pour l'essentiel, ces axes tournent autour de la réduction du temps de travail et la réduction des cadences SANS DIMINUTION DE SALAIRES REELS.

Michel CAMOIS ■



File d'attente devant un bureau de l'agence de l'emploi rue Gavelon à Paris.

Les chômeurs s'organisent

Des initiatives ont été prises : démarches vers l'ANPE, la municipalité d'union de la gauche, les unions locales de syndicats. Le comité de chômeurs espérait aussi pouvoir participer à l'activité du Comité de Défense de l'emploi qui vient de se créer à Massy, à la suite notamment de la fermeture de l'usine Currus (200 licenciements), de son occupation et de la préservation des stocks et de l'outil de travail.

Un premier bilan sera tiré lors de l'assemblée générale du comité, le 28 avril, prochain jour de pointage.

M.C. ■

● A Cannes

Depuis le 1er mars, un comité de chômeurs a été créé à Cannes par quatre militants PSU. Aujourd'hui, c'est un bon petit noyau de membres dynamiques.

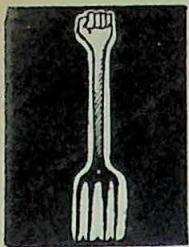
Evidemment, un comité d'une douzaine de militants cela fait modeste quand on sait que le nombre de chômeurs est de 3 500 (chiffre d'inscrits à l'agence de chômage). Mais il y a aussi les non secourus, soit 1 000 à 1 800 demandeurs d'emploi. Et ce n'est pas fini ! 30 inscriptions par jour (chiffre ASSE-DIC)... Peuchère !

Les contacts que nous avons à la porte de l'ANPE matin et soir sont importants ; les tracts que nous distribuons sont lus, discutés, et... conservés !

Les affichages successifs, dont nous avons garni les panneaux de la Bocca à Golfe Juan, ont ému à la fois l'administration et le maire de Cannes qui a reçu le comité : son embarras, son agacement nous ont stimulés. Afin de se faire confirmer la politique d'action de ce comité fâcheux, le lendemain, M. Cornu convoquait deux délégués de la CFDT ! A la sous-préfecture de Grasse, en écho, il fut dit que trois militants du comité avaient occupé les locaux de l'agence de l'emploi de Cannes ! Donc le comité existe...

La lutte que nous menons avec acharnement est dirigée vers le marché du travail au noir. Chaque jour, matin et soir, nous voyons de plus en plus de chômeurs (des femmes beaucoup, mais aussi des ouvriers) qui viennent pointer « en vitesse »... entre deux livraisons ou deux clients. La saison est là et le travail ne manque pas ! Plutôt travailler au rabais que de crever de faim...

C. MORVAN ■



crise viticole

Selon que vous serez puissant ou misérable

La crise viticole est un éternel recommencement. Les viticulteurs sont soumis non seulement aux caprices de la production, mais surtout au bon vouloir du gros négoce. D'après l'INRA (1), le prix de vente moyen en 1974 d'un litre de vin de consommation courante était de 2 F 27, le prix payé au producteur de 0,81 F. Dans ce prix il y avait 35,7 % pour le producteur, 2,2 % de vinification (en coopérative), 19,8 % de taxes et 42,3 % pour la distribution dont 30,4 % pour le gros négoce qui, en plus, vient d'obtenir une augmentation de ses marges de huit centimes par litre.

Jamais on ne s'est attaché à dénoncer ce scandale. Le Marché Commun n'a rien arrangé car les charges ne sont pas également réparties. Mais les gros négociants italiens ou français y trouvent leurs comptes alors que les viticulteurs italiens sont aussi mal lotis que les viticulteurs français.

Les rendements ont suivi, de 1946 à 1973, une courbe ascendante. Pendant la même période le prix du vin au producteur est allé en se dégradant par rapport à l'augmentation des coûts de production. En 1958, le vin de consommation courante de 10° était payé au producteur 0,70 F le litre. En 1975, le même vin vaut 0,90 F le litre (lorsque le viticulteur arrive à le vendre !).

Tout le problème économique est de savoir si l'on veut faire du vin naturel — sans coupage ni concentration, sans sucrage ou chaptalisation —

ou si l'on préfère de hauts rendements à l'hectare pour pouvoir le couper avec ce que l'on appelle les « vins médecins » qui venaient d'Algérie et maintenant d'Italie.

Les viticulteurs se sont battus contre les importations de vin d'Algérie ; ils se battent actuellement contre les importations de vin d'Italie. Les prochaines manifestations seront-elles contre les importations de vin corse, en attendant que les viticulteurs du Gard s'insurgent contre la rentrée des vins de l'Hérault et vice-versa ?

On ne peut donc s'empêcher de poser certaines questions. Comme pour le blé, la betterave, le lait, la viande, les résultats obtenus pour le vin serviront plus aux gros qu'aux petits. La solidarité unissant les viticulteurs est trop souvent exploitée par les plus riches. La revendication principale ne devrait pas porter sur le prix du vin, mais sur la rémunération du travail. Face au gros négoce, le petit viticulteur ressemble à l'ouvrier face au patron. Les militants paysans-travailleurs doivent, dans le cadre des manifestations comme à Sète, poser les véritables questions qui les concernent, lutter contre la dégradation des conditions de travail, obtenir la garantie de l'emploi et du revenu, exiger le contrôle de la qualité du produit et de sa commercialisation.

Fédération du GARD ■

(1) Institut national de recherche agronomique

racisme anti italien ... OU manifestation téléguidée ?

Dimanche 6 avril, en gare de Sainte Foix la Grande, 2 700 hl de vin provenant d'Italie et destinés à un négociant local sont répandus sur le ballast. Les vannes avaient été ouvertes par les viticulteurs de la FDSEA de la Gironde et de Dordogne. Emmenés par leurs responsables locaux et le député suppléant UDR de Libourne, ils ne virent pas un CRS bien que la manifestation ait duré quatre heures.

Ce vin était déjà là quelques jours auparavant. Le MODEF et les Paysans-travailleurs avaient alors organisé une manifestation, mais le vin était parti quelques minutes avant le rassemblement. Les mêmes wagons revenaient le jeudi et restaient sous douane jusqu'à dimanche matin...

Paysans en colère ? Sûrement ! Le vin de la région se vend mal, les dettes s'accumulent. Le petit viticulteur bordelais qui, jusqu'à présent, avait bénéficié d'une rente de situation est touché à son tour, et les réactions sont vives. Mais touchent-elles toujours les vrais problèmes ? Désignent-elles toujours les vrais responsables ?

La manifestation du MODEF et des Paysans-travailleurs posait le problème du Marché commun, du rôle du négoce et de l'exploitation des travailleurs. La manifestation de dimanche avait un caractère poujadiste et raciste anti-italien. En fait, il semble qu'elle était tolérée — pour ne pas dire téléguidée — par les pouvoirs publics. La préparation s'est faite au grand jour et le vin est resté quatre jours en gare sous douane

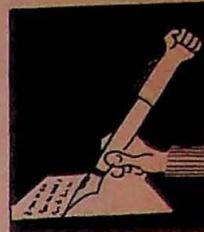


A la fin février, les viticulteurs de l'Hérault occupaient le consulat d'Italie.

attendant patiemment les viticulteurs en colère ! Résultat, pas de perte pour le négociant, et les viticulteurs sont calmés... Du moins c'est ce qu'espèrent la FDSEA et la préfecture !

Sections PSU de Sainte Foix-la-Grande et de Fleix (24) ■

étudiants :



le tour de France de Soisson

J.P. Soisson entreprend un véritable tour de France des universités : le vendredi 11 avril il était à Poitiers, le lundi 14 à Rennes, le mardi 15 à Brest...

Cela faisait longtemps qu'un ministre ou un sous-ministre n'avait pas agi ainsi, mais Soisson peut se le permettre : le mouvement étudiant, absent lors des manifestations des lycées et des CET contre la réforme Haby, est resté silencieux même en face des réformes de Soisson qui le concernaient plus particulièrement. Certaines expériences, toutefois, montrent la voie : c'est ainsi qu'à Villeta-neuse les étudiants sont en grève active depuis cinq semaines pour protester contre les MTS (maîtrises de sciences et techniques).

Il n'empêche. La politique de Soisson a relativement réussi : il peut même espérer une promotion. On spéculait beaucoup aujourd'hui sur ses chances de succéder à Haby.

Comment expliquer son succès ? Tout d'abord Soisson dispose d'une certaine marge de manœuvre. Contrairement à Haby, il n'a pas de projet de loi à déposer : la loi-cadre d'Edgar Faure (1969) lui permet de prendre les décrets d'application sans que le Parlement en débâte et, grâce à la mise en application des DEUG, son prédécesseur Fontanet a déjà déblayé le terrain. Ainsi les étudiants sont-ils très peu au courant des projets de Soisson. Il faut donc de façon urgente les en informer.

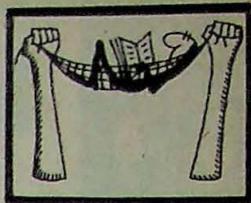
Mais l'information n'est pas suffisante : un problème continue à se poser, celui des objectifs mobilisateurs. En effet Soisson propose une réponse cohérente à la crise de l'université dans l'optique libérale en liant la formation à la production, en introduisant le patronat dans les facultés. La cohérence de ce schéma peut séduire certains étudiants, d'autant plus que le projet de démocratisation de l'école de l'UNEF-Renouveau ne s'oppose pas directement à celui de Soisson : les propositions de l'UNEF-AJS de « défense des anciens privilèges étudiants » sont peu réalistes ; et d'autre part les groupes d'extrême-gauche refusant la cohérence d'un projet syndical paraissent peu crédibles aux yeux des étudiants.

La réponse à Soisson ne peut venir que d'une riposte étudiante de type syndical et anti-capitaliste, posant ses revendications en liaison avec les autres forces du mouvement populaire.

Il faut donc, dès maintenant, instaurer à l'université des comités de masse non catégoriels (étudiants, enseignants, personnels administratifs) contre le projet Soisson et la réforme du système de formation, lier de tels comités aux organisations de quartier, travailler à l'élaboration d'une plate-forme revendicative axée sur le droit à l'emploi et la formation pour tous, (exiger par exemple, un statut des travailleurs en formation).

La lutte sera de longue haleine ; elle ne doit pas s'arrêter avec les examens de juin, mais reprendre en septembre. Le prochain congrès du MARC, les 3 et 4 mai, pourrait être l'occasion pour le mouvement étudiant de s'affirmer.

Antoine BOUR ■



Le prix de la liberté

TS : Alors, la vie d'artiste : l'indépendance, pas de patron. Une vraie sinécure, non ?

Jacques Bertin : Nous avons le privilège d'être « indépendant », peut-être. Mais nous payons ces privilèges. La bourgeoisie a ses privilèges gratuitement : ça ne lui coûte rien. Nous, nous payons notre liberté très cher. On fait un métier qui souvent coûte beaucoup en équipement, en temps de travail, en répétitions, en frais de promotion, etc. De plus, nous n'avons aucune protection sociale, et nos employeurs occasionnels ne sont en général pas disposés à nous payer en conséquence. Or il faut bien que les artistes vivent de leur métier : les militants de gauche ou d'extrême-gauche, qui sont aussi parfois nos employeurs occasionnels, devraient aussi, devraient eux surtout en être conscients. Nous sommes des travailleurs comme les autres.

Je prends l'exemple d'un musicien accompagnateur qui, pour aller jouer pendant une heure dans un « trou », va demander un cachet de 500 frs. L'organisateur-militant trouvera que cela fait cher de l'heure. Ce qu'il ne voit pas, ou ne veut pas voir, c'est qu'il faut une journée de voyage pour atteindre sa ville, et la même chose pour en revenir. Par ailleurs, nous n'avons pas de congés hebdomadaires payés. Et le temps de création, de réflexion, de répétition doit être compris dans le salaire versé. Il faut donc que l'organisateur ou le militant calcule quelle moyenne de salaire mensuel cela peut faire pour un musicien qui travaille normalement.

TS : Des artistes, est-ce qu'il n'y en a pas trop ?

J.B. : Dans « La Vie d'Artiste », il y a des tonnes d'exemple sur les

Rue du Vieux Colombier à Paris, des acteurs ont fêté récemment la trente-troisième disparition d'un théâtre privé parisien. A la télé, ravalée et privatisée par le gouvernement, sur les scènes lyriques — qui ferment les unes après les autres —, au cinéma et dans les orchestres, les cachets se font de plus en plus rares, alors que la concentration des scènes et des maisons de production se poursuit. Moins que jamais il n'est question de considérer l'artiste pour ce qu'il est et voudrait être : un travailleur, avec ses droits et ses devoirs. Après la sortie de « La Vie d'Artiste », un ouvrage collectif du Syndicat national des acteurs, nous avons interrogé Jacques Bertin, membre du conseil national de ce syndicat (qui entame, rappelons-le, un nouveau récital au théâtre Mouffetard, du 22 avril au 24 mai 1975).

problèmes que connaissent les comédiens ou les auteurs lyriques : 80 % des artistes professionnels

toute action culturelle autre que les opérations à grand prestige style festivals... Tout cela est très bien



sont chômeurs permanents. Sont-ils trop nombreux ? Certainement pas puisqu'il n'y en a qu'un pour 7 000 habitants en France (1 pour 4 000 aux USA, 1 pour 5 500 en Grande-Bretagne, 1 pour 4 500 en URSS...). Par contre, il n'y a sans doute pas assez de travail, et le travail disponible est trop mal payé.

Les responsables de cette situation, c'est l'emprise totale des gros intérêts privés sur la vie artistique en France (disques, radios, salles...) et la politique délibérée de l'Etat visant à anéantir en France analysé dans « La Vie d'Artiste »

ainsi que dans le livre de Sprogis et Lartigot « Libérer la musique » qui, eux, montrent bien les implications politiques d'un art prétendument aussi apolitique que la musique.

TS : Mais il n'y a pas que le show-business et l'Etat qui soient responsables de cet état de fait. Tu mets aussi les militants en accusation, non ?

J.B. : Ils sont également responsables en ce que les militants en général ont une vision souvent trop « spontanéiste » de l'aliénation culturelle et de la vie d'artiste. Ils

pensent en gros que, dans une société désaliénée, il n'y aura plus d'artistes professionnels. Et donc, leur comportement revient souvent à s'attaquer aux artistes professionnels ce qui — en l'état — est un comportement plutôt réactionnaire. Car empêcher de vivre les artistes professionnels (ceux qui ont choisi de vivre comme ça), les écœurer conduit à laisser le champ libre aux autres : laisser la parole à la bourgeoisie et aux artistes professionnels qu'elle se choisit ou qu'elle tolère.

TS : Que font les artistes professionnels alors pour se défendre ?

J.B. : D'abord, nous survivons, ce qui n'est déjà pas mal. Ensuite, nous nous battons : la publication de « La Vie d'Artiste » montre qu'un syndicat d'artistes existe, qu'il ne se contente pas d'une défense strictement corporatiste et à tendance poujadiste, mais qu'il faut défendre la prise de parole par des moyens cohérents : l'existence d'une profession artistique organisée ne peut que favoriser l'expression des valeurs non bourgeoises et la prise de parole par des gens qui ne soient pas des bourgeois.

C'est paradoxal à constater, mais la syndicalisation chez des artistes est très supérieure aux taux rencontrés chez les ouvriers ou employés. Car les artistes sentent bien que, s'ils ne défendent pas leur profession en tant que profession, ils laissent libre cours pour la création et la diffusion artistiques au hasard. C'est-à-dire en fait aux intérêts de la classe dominante.

Propos recueillis par Philippe MARIELIE ■

* « La Vie d'Artiste » : Du mythe à la réalité — par le Syndicat français des acteurs (SFA) (Editions Epi : 68, rue de Babylone Paris 7e).

7 / 8 juin - Meudon

Fête du PSU

● Les ballets du Mali

Le meilleur ensemble de ballets de toute l'Afrique. Premier prix au premier festival des Arts Nègres de Dakar et au Festival Panafricain d'Alger.

La singularité de ce ballet de trente-sept artistes : son authenticité. Aucune esbroufe dans ce qui est montré, tout vient de stages que les danseurs les plus austères d'Afrique ont fait dans les villages.

Un élément du spectacle qu'on verra s'appelle « Les Possédés ». Il s'agit d'un travail réalisé à partir des cérémonies des nombreuses sectes de possession qui fleurissent au Mali. Ce travail a inspiré une expérience psychiatrique originale à l'hôpital de Dakar.

jeudi 24 vendredi 25 - 20 h

QUILAPAYON

dix ans de chant et de lutte...

MUTUALITÉ 22, rue St-Victor - Loc. de 11 h à 18 h - Tél. 033.26.90 - 12 F et 15 F

Libérer la musique ?

C'est un point commun de toutes les déclarations généreuses et résolues en faveur de la musique de faire une impasse totale sur cette question : pourquoi chercher à promouvoir telle ou telle sorte de musique ? On propose alors comme un axiome que « la » Musique doit être défendue. On situe alors la musique comme une abstraction, comme une réalité éternelle qui se trouverait être à défendre inconditionnellement, toutes classes sociales unies, tous intérêts confondus.

L'objet de ce livre est d'abord de prendre à contrepied cette démarche. Il étudie le phéno-

mène musique, non pas dans l'abstrait à partir d'une conception idéaliste de la fonction de l'art, mais à partir de facteurs objectifs de son développement.

Il s'efforce d'analyser la fonction de la musique dans une société de type capitaliste comme la France. Les rapports musique / société, musique / média, artistes / public, la pédagogie de la musique, la réflexion politique sur la question musicale sont des éléments importants de ce livre. ■

* « Libérer la musique » : Jean-Claude Lartigot et Eric Sprogis. (coll. Citoyens - Editions universitaires, 10, rue Mayest, Paris 6e).



Indochine, capitale Saïgon.

par Pierre NAVILLE

On voit bien aujourd'hui que l'enjeu fondamental de la seconde guerre du Vietnam, c'était Saïgon. Tant que les USA maintenaient au Vietnam une force militaire suffisante pour tenir en échec l'action du FLN, puis du GRP du Vietnam du sud aidé par l'appoint militaire de Hanoï, le régime de Thieu pouvait résister. Ni les masses paysannes, ni les groupes ouvriers restreints n'étaient en mesure de renverser le pouvoir militaire de Thieu par elles-mêmes. Le processus révolutionnaire était lié à un processus militaire.

Le retrait des troupes américaines opérationnelles contraignit Thieu à accepter un premier compromis — proclamer un cessez-le-feu des forces armées sur le terrain, contrôlé par chacune d'elles — et l'amorce d'une coalition politique comprenant ses propres représentants, ceux du GRP et ceux d'une « troisième force » conciliatrice et plus ou moins neutraliste. Mais l'accord conclu à Paris sur ce compromis ne se traduisit pas dans les faits : Thieu refusa toutes les procédures envisagées ; il voulait montrer aux Américains qu'elles ne pouvaient mener à rien, pour les contraindre à intervenir à nouveau. Pendant des mois, les forces du GRP durent travailler à se maintenir et se renforcer en dépit des manœuvres de Thieu. La « paix négociée » de Kissinger ne pouvait mener qu'à un autre affrontement massif.

L'occasion de ce nouvel affrontement s'est trouvée dans la détérioration rapide du régime de Lon Nol au Cambodge, dans l'extension considérable des zones échappant au contrôle de Pnom-Penh, et finalement — depuis trois mois — dans l'isolement presque complet de la capitale, mal ravitaillée par un pont aérien américain de plus en plus précaire. Les troupes aux ordres de Long Boret et de Lon Nol n'avaient pas la capacité combattive de celles de Thieu. La manœuvre des unités Khmer rouges pour l'interdiction des pistes de l'aéroport de Pnom-Penh (reprise de celle qui réussit à Dien-Bien-Phu sous le commandement de Giap) d'abord, le chute de Pnom-Penh ensuite ont étouffé toute velléité de résistance. Au 13 avril, les USA ayant lâché le régime de Lon Nol, un groupe de militaires a pris le pouvoir à Pnom-Penh : en fait, il ne peut guère que négocier une reddition.

un nouveau statut

Cette évolution des forces au Cambodge constituait désormais la menace fondamentale pour Thieu : toute la frontière nord du delta allait devenir une frontière

ennemie. D'où deux conséquences stratégiques : Thieu dut céder en hâte à un repli général sur la côte sud-est du Vietnam pour y regrouper ses troupes combattantes encore disponibles et prévoir une dernière défense rapprochée de Saïgon ; le commandement nord-vietnamien dut profiter de la sécurité sur son flanc droit (Cambodge et Laos) pour pousser son aide aux formations armées du FLN au sud.

Ainsi la libération du Vietnam-sud de l'emprise américaine est l'œuvre d'une manœuvre militaire liée à une manœuvre politique de grande envergure. Nous ne savons pas encore quelle forme prendra l'action décisive pour le contrôle de la région saïgonnaise ; à l'heure présente, où l'intervention militaire directe des Etats-Unis paraît exclue, il se peut que le régime de Thieu soit capable d'une résistance armée ; mais si Thieu lui-même est obligé d'abandonner le combat, un retour aux dispositions des accords de Paris, toujours réclamé par le GRP, pourrait préparer une phase de transition vers la paix.

De toute façon, l'évolution actuelle des événements militaires remet en cause tout le statut de la péninsule indochinoise. Cette transformation posera des problèmes de première importance pour l'avenir de l'Asie, que l'on peut difficilement imaginer dès à présent.

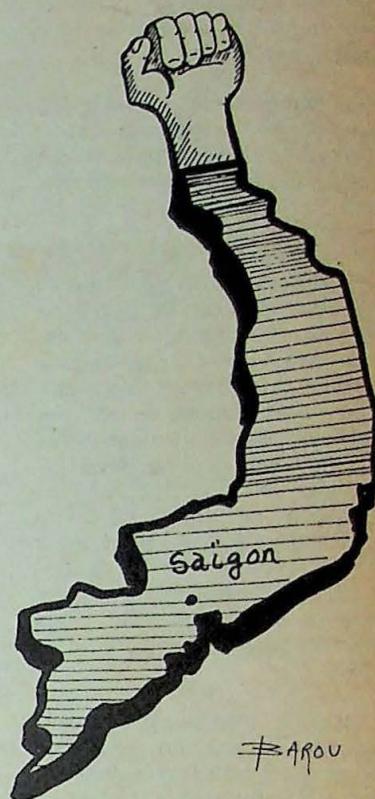
D'abord comment l'unité du Vietnam se fera-t-elle ? Prendra-t-elle une forme fédérative, ou sera-t-elle franchement unitaire ? Hanoï restera-t-elle la capitale de l'Etat unifié ? Le GRP n'a pas encore évoqué ces problèmes qui sont compliqués par la différence de structure économique-sociale existant entre

le nord et le sud. En tout cas, il s'agit de questions tout aussi significatives pour l'aspect révolutionnaire et socialiste que pour l'aspect national des guerres que le Vietnam a menées, depuis trente ans. De plus l'évolution du Cambodge, et même du Laos, soulève une autre question : ces Etats constitueront-ils avec les deux Vietnam une confédération indochinoise ? Ou bien resteront-ils « balkanisés » et, dans ce cas, au profit de qui ?

le non-alignement ?

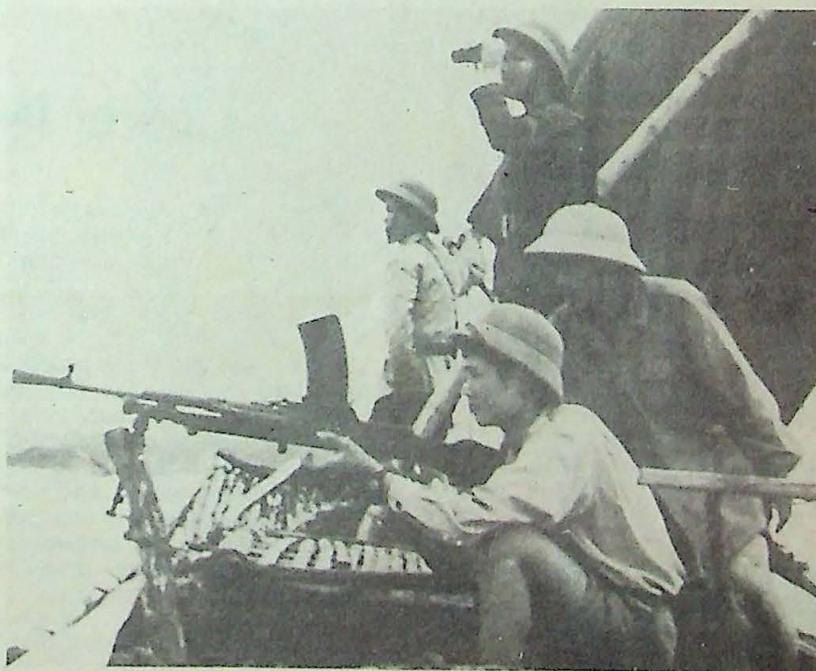
La question ne va pas manquer de se poser si l'on replace l'évolution de la péninsule dans le cadre du conflit déjà si grave entre la Chine et l'URSS. En effet, le gouvernement de Hanoï a réussi jusqu'à présent à recevoir l'appui conjoint de Pékin et de Moscou. Les impératifs militaires ont contraint ces deux capitales à soutenir pratiquement la RDVN dans son effort militaire comme dans ses entreprises économiques et civiles. Mais il est vraisemblable que désormais Hanoï va se trouver dans la nécessité de définir une politique internationale qui sera compliquée par un retour à la paix. Les Etats-Unis une fois éliminés militairement et politiquement, il se peut que le Vietnam réunifié d'une façon ou d'une autre ait intérêt à recourir à l'aide économique de Washington, comme le font aussi bien l'URSS que la Chine. Le Vietnam pourrait alors choisir la voie des pays « non-alignés » (entre Pékin et Moscou), comme la Corée du Nord s'y est engagée elle aussi par nécessité.

Cette question se posera inévitablement du fait que le nouveau gouvernement du Cambodge,



présidé par Sihanouk, résidait à Pékin (tandis que Moscou avait une ambassade auprès de Lon Nol jusqu'à ces derniers jours). Même si Sihanouk subit l'influence prépondérante des Khmers rouges restés implantés dans le pays, il est vraisemblable que ceux-ci ne s'écarteront pas considérablement des voies asiatiques de marche au socialisme préconisées par la Chine. Pour les dirigeants de l'URSS, la défaite de Lon Nol et de Thieu pose des problèmes aussi embarrassants que ceux qui sont posés à M. Ford et à M. Kissinger.

On voit l'ampleur de l'enjeu que représente la chute escomptée de Saïgon. Cette ville n'est pas seulement la capitale du Sud-Vietnam. C'est aussi, en puissance, une capitale de toute la péninsule indochinoise. Allons même plus loin : étant donnée sa position par rapport à la Malaisie et à l'Indonésie, elle est en définitive un des centres essentiels de tout le sud-est asiatique. Les combats en cours ont donc une signification qui dépasse la réunification entre deux partis du peuple vietnamien. Les jours qui viennent nous montreront dans quelle voie va tenter de s'engager le nouveau Vietnam. Ce pays, qui a connu et qui connaît encore de telles souffrances, mérite enfin une paix qui lui permette de jouer le grand rôle qu'il aura à assumer dans cette partie du monde, et c'est sans doute dans la voie du non-alignement qu'il trouvera les plus grandes chances d'y réussir.



Pierre NAVILLE ■

Tchad : la fin du « vrai chef »

▲ Décidément, la vieille garde gaulliste, en Afrique, fait naufrage... Les uns après les autres, les dirigeants mis en selle par la France à l'époque des « indépendances » sont éliminés par la force.

Tombalbaye, maître sans partage du Tchad depuis 16 ans, paranoïaque sanglant qui se faisait appeler Ngarta (c'est-à-dire le « vrai chef »), a été abattu dans son palais dimanche matin par ses militaires et ses policiers « humiliés et bafoués »...

Les quelques 2 000 à 3 000 soldats français encore basés au Tchad n'ont pas bougé. Pourtant, on imagine mal que les « officiers-conseillers » n'aient pas eu vent de la préparation du putsch, précédé par des remous graves dans les casernes.

Après le refus, il y a un an, de défendre au Niger le régime de Diori Hamani, le style de la « coopération-Giscard » se précise au travers des derniers événements : c'en est fini des interventions directes, des barouds et des basses besognes, comme au Cameroun, comme au Gabon..., comme au Tchad aussi, de 1969 à 1972.

Paris a laissé faire, après avoir soutenu à bout de bras un pouvoir sans aucune assise populaire ni rapport avec les réalités. Pourtant la France est la principale responsable des frontières aberrantes de cet immense territoire ; de la mise en place, de l'encadrement de son administration et de ses forces de répression ; du détournement de son économie, de la monoculture du coton et, donc, de la famine qui sévit aujourd'hui...

Aux difficultés terribles que connaît ce pays artificiel, Ngarta Tombalbaye n'a su répondre que par la chasse aux sorcières, la corruption, l'humiliation, l'exil, la zizanie organisée. Il en est mort.

Ces derniers temps, enfermé dans son palais, se défiant de tous sinon de ses « conseillers » haïtiens adeptes du vaudou, il avait cru pouvoir, par la magie et le retour aux sources ancestrales, infléchir le cours de l'histoire...

Que vont faire, à présent, les militaires ? Que peuvent-ils, sinon « gérer la famine », comme l'écrit Libération ? En tout cas, on les voit mal entamer d'emblée un dialogue avec les forces du Frolinat (Le Front national de Libération) et les peuples du Nord qu'ils combattent depuis des années. On les voit mal aussi rompre tous liens avec la France.

Pour Paris, il suffit d'attendre... et de préserver les intérêts fondamentaux. Foin de scrupules diplomatiques et d'amitiés particulières « à la Foccart » : les militaires, fidèles à l'esprit de Saint-Cyr, pour peu qu'ils s'entendent avec de jeunes technocrates, font aujourd'hui d'excellents interlocuteurs ; plus réalistes et moins ombrageux que leurs aînés.

René LANARCHE ■

Marie Laborde

LOCATAIRES, DEFENDEZ- VOUS

**Le manifeste des locataires.
Un guide très concret,
revu par des avocats,
qui évitera à tout locataire
les nombreux pièges qui le guettent.**

LUTTER/STOCK 2

collection dirigée par J.C. Barreau.

une table ronde à Belgrade : les partis ouvriers européens et le tiers monde



◆ Du 9 au 11 avril 1975, s'est tenue à Belgrade, à l'initiative de la Ligue des Communistes yougoslaves, une table ronde, ayant pour thème « la lutte pour l'établissement de nouveaux rapports économiques internationaux entre les pays européens et les pays en voie de développement ».

Quarante-deux partis ouvriers européens ont participé au débat : vingt-trois partis communistes, trois organisations paracomunistes, onze partis socialistes et sociaux-démocrates, trois partis socialistes de gauche, le FLN algérien et la Ligue des communistes yougoslaves. Tous les partis invités ne se sont pas fait représenter. Citons, entre autres, le Parti du travail albanais, le Parti communiste grec extérieur, le Parti communiste portugais, ainsi que la social-démocratie ouest-allemande et les partis socialistes autrichien et suédois.

L'absence des représentants des pays du tiers-monde, à l'exception du FLN, a limité la portée de cette rencontre, puisque seuls les partis ouvriers européens y ont participé. De ce fait, le dialogue entre les interlocuteurs des pays européens et des pays du tiers-monde a tourné au monologue entre les partis ouvriers européens.

un lien profond

Les représentants des partis communistes au pouvoir en Europe de l'Est ont surtout parlé du développement des échanges avec les pays du tiers-monde, de la coopération économique et culturelle et de la coexistence pacifique. Ce sont les Soviétiques, les Tchécoslovaques et les Est-allemands, qui ont dressé le bilan précis de leur coopération avec les pays en voie de développement.

Les communistes de l'Europe occidentale ont insisté davantage sur l'action solidaire des partis ouvriers européens avec les anciens peuples coloniaux, en vue d'établir des échanges égaux entre les produits industriels, les combustibles et les matières premières. Sur ce problème d'ailleurs, l'accord de tous les participants a été unanime. Le représentant du Parti communiste ouest-allemand a considéré la présence des travailleurs étrangers dans les pays industriels comme une forme de coopération internationale !

Les communistes orthodoxes n'ont pas manqué de se référer au « capitalisme monopoliste d'Etat », sans tenir compte de l'expansion des entreprises transnationales et de nouvelles formes de lutte qui s'imposent de ce fait au prolétariat international.

Le représentant du PSU a insisté sur le lien profond existant entre la lutte pour le droit à l'autodétermination des peuples opprimés et dépendants, et la lutte pour l'autogestion socialiste des travailleurs. Il a mis l'accent sur les formes actuelles du colonialisme, qu'il importe de combattre en premier lieu dans son propre pays.

Ainsi a été mise en lumière l'action du PSU en faveur de l'autodétermination des dernières colonies françaises, contre le néocolonialisme français qui favorise les forces réactionnaires et capitalistes en Afrique francophone, enfin contre le racisme et le chauvinisme, qui sévit en métropole à l'égard des travailleurs étrangers.

un clivage

A la surprise générale a été signalée la nécessité de décoloniser les provinces françaises, surtout celles de l'ouest, de combattre le centralisme paralysant, de promouvoir le fédéralisme provincial et local, de soutenir les aspirations autonomistes des ethnies précapitalistes, sorties d'une hibernation séculaire et résolues à sauvegarder leur identité linguistique et culturelle.

Sur tous ces points, nous avons été chaleureusement approuvés par les représentants des partis communistes italien et espagnol, aux prises avec les mêmes problèmes.

Dans ce climat, où tout le monde a tenu à gommer les divergences, un net clivage s'est fait sentir, lorsque le représentant du Parti communiste tchécoslovaque, appuyé par celui du Parti communiste français, s'est opposé à la publication d'un communiqué de presse et de la liste des partis participants.

Il semble que cette opposition est due à la présence du Parti communiste grec intérieur, jugé hétérodoxe, et du PSU, réputé schismatique. Les représentants soviétiques, gênés par la réaction hostile de la plupart des partis communistes, n'ont pas soutenu jusqu'au bout les Tchécoslovaques, ce qui a permis de clore sans trop d'amertume cette table ronde, dont l'intérêt ne paraît pas douteux.

Ce premier essai d'établir la coopération entre les partis ouvriers européens de différentes tendances, et les pays du tiers-monde devrait être poursuivi et étendu. Faut-il ajouter que les dirigeants yougoslaves, en raison de leur non-alignement, attachent une importance particulière à cette coopération avec les pays du tiers-monde, qu'ils considèrent comme primordiale pour l'avenir du socialisme et de la paix.

Victor FAY ■

Nucléaire : la mobilisation du 26 avril

La semaine qui s'ouvre sera décisive sur le front du nucléaire. Après l'annonce par les Américains de leur embargo sur les matières fissiles — décision qui peut retarder la mise en marche des centrales de quelques mois, sinon quelques années — la « maturité de l'énergie nucléaire » en prend un sale coup. La semaine du 21 au 27, qui devait être celle de l'électro-dictature triomphante, sera celle du refus populaire exprimé en masse et dans la joie.

A l'heure où nous mettons sous presse, il est encore impossible de détailler de manière complète l'ensemble des activités qui marqueront ce grand mouvement populaire. L'heure n'est pas au sectarisme, à la recherche de la préséance, ou aux médailles d'anciens combattants. Elle est à un élan puissant, unitaire et joyeux, dans lequel les militants du PSU jouent et continueront à jouer tout leur rôle...

TOUS A SAMEDI PROCHAIN !!!

... à Paris

Paris, manifestation à 15 h ; départ place de la République, arrivée Place des Sorbiers (20e).

Participation attendue de toutes les fédérations et groupes n'organisant pas d'action locale ; délégations internationales attendues.

Chars, fanfares, animations diverses de 18 h à 21 h. Bal de rue, place des Sorbiers.

Samedi 26 au soir et diman-

che 27 : colloque Energie et Politique.

Cars et départs collectifs vers la manifestation de tous les départements de la grande ceinture parisienne.

Concentration gare de l'Est pour les banlieues est et nord, à 14 h 30.

Appellent également à la manif, en plus des organisateurs (Amis de la Terre, PSU, mouvements écologiques) le FCR, Révolution, CAM, CDA, CESOC,...

MINISTERE DE LA SANTE - MINISTERE DU TRAVAIL

I N S E R M

SERVICE CENTRAL DE PROTECTION CONTRE LES RAYONNEMENTS IONISANTS

SCPRI (RM) - I - 1975



AVERTISSEMENT : Aucun des éléments présentés dans ce rapport ne peut être publié sous quelque forme que ce soit sans l'accord formel du Chef du SCPRI.

Le résultat du contrôle indique un dépassement des normes ou règles de sécurité qui fera l'objet d'une surveillance particulière dont le Ministère correspondant sera régulièrement informé jusqu'au retour à la situation normale.

MALVESI
97
97
97
97

R2 65LCA
R4 65TAV
R7 65PES
R8 65CDG

CAT.
II
I
I
III

dans toute la France...

● Nord - Pas-de-Calais

Tout s'articule autour de la marche sur Gravelines, samedi 26 avril, à 15 h. Départ de : Lille, Escaudain, Calais, Dunkerque, Fives-Lille, Arras, Douai, Boulogne, Roubaix.

Semaine nucléaire du 20-27 : le 22, débat nucléaire à la MJC de Fives-Lille (20 h) ; le 23, « Kashima Paradise » à la MJC de Fives-Lille (20 h) et Gilles Klein à la salle des concerts d'Arras (20 h) ; le 25, débat contradictoire EDF-écologie, salle Marbrerie, à Fives Lille, et conférence de presse de Me Garby-Lacroustis : « Quelques aspects juridiques concernant l'implantation des centrales » ; le 25, auditorium du musée R. Vanden Haygen à Calais (20 h) — 25 avril —

hippodrome de Douai — Leny Escudero (20 h.)

● Normandie

Marche sur Paluel le 26 avril, de Saint-Valéry à Paluel (15 h.). Dimanche 27 avril, meeting sur le site de Paluel (15 h.).

● Marseille-Nice

Départ de cars soit sur Paris, soit sur Port-la-Nouvelle. Contacter groupe écologique et sections PSU locales.

● Narbonne-Perpignan-Catalogne

21 avril, meeting à Perpignan ; 26 avril, rassemblement à Narbonne qui se dirigera vers Port-la-Nouvelle.

● Côte Basque-Pyrénées-Toulouse

Meeting le 26 avril à Toulouse (création d'un comité anti-nucléaire avec l'association toulousaine d'écologie).

● Bretagne

18 mai, fête populaire à Paimpol. Le CRIN Erdeven organise une action locale le samedi 26 avril ; des cars sont prévus pour monter sur Paris.

● Centre Ouest Charente

A Braud, occupation du site le 26 avril ; participation de nombreuses fédérations du PSU et mouvements écologiques locaux (Charente - Charente maritime, Vendée, Lot et Garonne, Gironde).

● Lyon

Manifestation régionale le samedi 26 avril, à 15 h, dans le centre de Lyon.

● Alsace

Action locale sur Fesseinheim le 26 avril ; maintien de l'occupation de Whyll (RFA) et départ sur Paris.

Spécial « Le pire »

- Actuel
- La Gueule Ouverte
- Tribune Socialiste
- Libération
- Politique Hebdo
- Les Amis de la Terre
- l'APRE

VOUS PRESENTENT
LEUR PETIT FRERE AN-
TINUCLÉAIRE.

Dans tous les kiosques - Vente militante - Commandez-le aux journaux.

SYNDICAT OUSTREICOLE
RIVIERE D'ETEL NON A
LA CENTRALE NUCLEAIRE
D'ERDEVEN

